

*l'Anti*capitaliste

N°103 | JANVIER 2019 | 4 €

la revue mensuelle du **NPA**

RETOURS SUR LE MOUVEMENT DES GILETS JAUNES



COMPRENDRE LE BRÉSIL
DE BOLSONARO



NUCLÉAIRE EN FRANCE:
VERS LA CATASTROPHE ?



VIOLENCE PATRONALE
CHEZ MCDONALD'S

Sommaire

EDITORIAL

Régine Vinon Une colère sociale profonde **P3**

PREMIER PLAN

Myliène Gaulard Comprendre le Brésil de Bolsonaro **P4**

Pedro Huarcaya

Au Venezuela, des luttes s'organisent face au gouvernement autoritaire de Maduro **P8**

Yann Cézard Trump entre espoirs et déboires **P10**

Régine Vinon Nucléaire en France : vers la catastrophe ? **P12**

DOSSIER

Comité Exécutif du NPA À propos du mouvement des Gilets jaunes **P16**

Édouard Louis « Chaque personne qui insultait un Gilet jaune insultait mon père » **P19**

Samuel Hayat Les Gilets jaunes, l'économie morale et le pouvoir **P21**

Daniel Mermet « D'un seul coup ça pète, ça sort du tube, et c'est impossible de remettre tout ça dedans » **P24**

Pauline Perrenot (avec Frédéric Lemaire et Bruno Dastillung)

Manifestation des Gilets jaunes : les éditocrates sont-ils « raisonnables » ? **P25**

Monique Pinçon-Charlot « Les riches ont sans cesse besoin de légitimer leur fortune, l'arbitraire de leurs richesses et de leur pouvoir » **P27**

INTERVIEW

Omar Moujane

Maroc : « Le mouvement contre la mine d'Imider dure depuis plus de 40 ans » **P29**

EN LUTTES

Marthe Bonifay

Violence patronale, répression syndicale, ça se passe comme ça chez McDonald's ! **P32**

LECTURES

Laurent Ripart Le dernier Marx, Communisme en devenir **P34**

FOCUS

Régine Vinon Ghosn : le « toujours PDG de Renault » toujours en prison au Japon **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site national du NPA : <http://npa2009.org/publications-npa/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Crédits illustration de Une :
Photothèque rouge/Martin Noda

À nos lecteurs et lectrices

En raison de l'actualité sociale chargée, de l'investissement du NPA et de ses militantEs dans les mobilisations en cours et de nos (trop) faibles moyens humains, nous avons pris trop de retard pour sortir le numéro de *l'Anticapitaliste* mensuel daté de décembre 2018. Le présent numéro est donc un numéro de décembre-janvier. Nous vous présentons toutes nos excuses, et nos abonnéEs ne seront évidemment pas pénalisés par ce contretemps.

La rédaction



SOUSCRIPTION 2018

NOM _____
PRÉNOM _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____
VILLE _____
MONTANT _____ €

Chèque à l'ordre de « NPA souscription » à remettre à unE militantE ou à envoyer à : **NPA, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil** avec le coupon détachable dûment rempli.

SOUSCRIPTION.NPA2009.ORG



S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex
France et DOM-TOM

| Tarif standard | | |
|---|-----------------|----------------|
| Revue mensuelle | 6 mois 22 euros | 1 an 44 euros |
| Revue + Hebdo | 6 mois 50 euros | 1 an 100 euros |
| Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires | | |
| Revue mensuelle | 6 mois 18 euros | 1 an 36 euros |
| Revue + Hebdo | 6 mois 38 euros | 1 an 76 euros |

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail : <http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

| Tarif standard | |
|---|------------------------|
| Revue + Hebdo | 25 euros par trimestre |
| Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires | |
| Revue + Hebdo | 19 euros par trimestre |

l'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction :

Yann Cézard, Laurent Ripart, Julien Salingue, Virginia de la Siega, Régine Vinon, Henri Wilno.

Pour contacter la rédaction :
contact-revue@npa2009.org

Directeur de la publication :

Ross Harrold

Diffusion :

01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration :

01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire :

0519 P 11509

Numéro ISSN :

2269-370X

Société éditrice :

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage :

3 000 exemplaires

Maquette et impression :

Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

Une colère sociale profonde

PAR RÉGINE VINON

Cela fait deux mois que le mouvement des Gilets jaunes a commencé. Et au fil des semaines, malgré le matraquage des flics et celui des médias traditionnels, les révoltés ne baissent pas les bras. Certains estimaient que le mouvement était enterré avant les congés de Noël, mais il est reparti de plus belle depuis. D'autres affirmaient que les protestataires avaient été entendus, et qu'il était temps maintenant de s'emparer du « grand débat » promis par Macron ! Rien n'y fait. Le mouvement se maintient, s'inscrit dans la durée et provoque toujours l'adhésion d'une majorité de la population.

Cela fait longtemps qu'on entend dire : cela ne peut plus durer, tant de morgue de la part des politiques vis-à-vis de la population, tant de licenciements, de blocage des salaires, et des retraites, aussi visiblement pour favoriser les plus riches, non ça ne peut plus durer. Tout comme la remise en cause des quelques avantages arrachés par les salariés au cours des décennies de lutte. Un des slogans repris dans de nombreuses manifestations était : « Ça ne peut plus durer, ça va péter ! »

UN MOUVEMENT EXPLOSI

Eh bien, nous y sommes. Un mouvement inattendu, inédit a déboulé sur la scène politique. Sans appel politique ni syndical, sans organisation, une explosion de colère qui ne pouvait plus être contenue. Et tout de suite, ce sont les injustices sociales qui ont été mises sur la table, le fait de faire payer les gens modestes, de tout leur mettre sur le dos, comme les taxes prétendument écologiques, qui devaient aller directement dans les caisses de l'État. Avec en face, tout qui se délitait : les services publics qui déménagent, les lignes de train qui ferment, les classes surchargées, les hôpitaux débordés et ceux de proximité fermés, les emplois qui disparaissent. Comme le disait Simone Weil, une militante ouvrière au moment de la grève de 1936 : « Il s'agit, après avoir toujours plié, tout subi, tout encaissé en silence pendant des mois et des années, d'oser se redresser, se tenir debout. Prendre la parole à son tour. » La contestation a pris, au fil des semaines, un aspect global de remise en cause de la société, même si les choses ne sont pas formulées comme ça. Mais lorsqu'on conteste le système de transport, la fiscalité, la politique environnementale, l'éducation et la démocratie représentative, c'est la question du pouvoir dans son ensemble qui est posée. Au profit de qui fonctionne la société ? Où va l'argent ?

LE CHOIX DE LA RÉPRESSION

Jamais la formule d'Engels selon laquelle « en dernière instance, l'État est une bande d'hommes armés » au service de la classe dominante n'a autant semblé d'actualité. De nombreux manifestants ont pu l'apprendre ces dernières semaines, au détriment parfois de leur intégrité physique. On ne compte plus en effet les blessés, victimes de tirs de flasball, ou de grenades explosives GLI-F4, composées de TNT et d'une charge lacrymogène, une arme de guerre interdite dans tous les autres pays



Gilets jaunes et syndiqués à Toulouse lors de l'acte IX. DR.

européens pour le maintien de l'ordre.

Après avoir prétendu comprendre les manifestants pendant un très court moment, le pouvoir a sorti ses hommes armés, avec le permis de frapper impunément, comme ce commandant de Toulon frappant un jeune homme adossé à un mur, une vidéo qui a soulevé la colère. Car ce commandant n'est pas inquiet, ni les autres forces de l'ordre, alors que des milliers de manifestants ont été arrêtés, inculpés, jetés en prison. Le deux poids deux mesures est à l'œuvre...

ET MAINTENANT ?

Macron avait espéré endormir les protestataires en annonçant un grand débat national. Une vaste fumisterie, étant donné que des interdits avaient déjà été posés au préalable : pas de retour sur l'ISF, pas d'augmentation du SMIC, des pensions, ni abrogation d'aucune des lois déjà votées.

La question se pose maintenant : comment faire céder le pouvoir ? Des Gilets jaunes se la posent de plus en plus. Certains optent pour le référendum d'initiative citoyenne, qui donne l'illusion de pouvoir décider de leur sort. Comme si les riches banquiers suisses avaient eu à pâtir des votations prises comme exemple par les défenseurs du référendum. Mais cette revendication sous-tend une volonté légitime d'avoir du pouvoir sur sa vie.

Il y a cependant un grand absent dans cette révolte : les bataillons des ouvriers des grandes entreprises et de la fonction publique. Et pourtant, ils en ont des raisons de se révolter : salaires en berne, conditions de travail qui se dégradent, licenciements, manque de personnel partout. Et, avec les ordonnances Macron, des facilités supplémentaires données aux patrons pour revenir sur des acquis, ce qui commence à se voir dans un certain nombre d'entreprises.

Il est important de se saisir du climat de contestation pour rentrer dans la danse, car c'est de cela dont le mouvement a besoin en ce moment. Pour cela, il faut surmonter la défiance entre grandes et petites entreprises, syndiqués ou non. Et surmonter également l'immense et scandaleuse passivité des syndicats. Or cette opportunité pour changer la vie, qui existe aujourd'hui si tout le monde s'y met, est une véritable chance à saisir.

Comprendre le Brésil de Bolsonaro

PAR MYLÈNE GAULARD

Le 28 octobre dernier le désastre annoncé a eu lieu : pour cette huitième élection depuis la fin de la dictature (1985), l'ex-capitaine Jair Bolsonaro gagnait les élections présidentielles et, par là même, l'exécutif du plus grand pays latino-américain et de la 7ème puissance économique mondiale (avec 209 millions d'habitants). Il raflait ainsi plus de 55% des suffrages (58 millions des voix valides), soit presque 10 millions de plus qu'au premier tour, suite à une campagne axée sur un discours ouvertement fascisant, marqué par les provocations racistes, misogynes et homophobes. Son « fonds de commerce » a été son hostilité envers le Parti des travailleurs (PT), centre-gauche au pouvoir de 2002 à 2016, tout en qualifiant de « terroristes » les militants des mouvements populaires, notamment les sans-terre, les sans-toits et les syndicalistes. Partisan de la libéralisation des armes, de la militarisation des favelas, admirateur de Trump et de Pinochet, il s'est construit une image de candidat antisystème et anticorruption, alors qu'il est parlementaire depuis 3 décennies... Sa campagne financée, sans aucun contrôle, par de grands groupes capitalistes, a aussi été celle des « fake news » et d'un usage massif des réseaux sociaux contre son adversaire du PT, Fernando Haddad. Les premiers noms du futur gouvernement qui prendra ses fonctions le premier janvier 2019 confirment une combinaison de néolibéralisme et d'autoritarisme répressif. Ce tournant est assurément le produit d'une grave crise démocratique et d'un usage politique de l'appareil judiciaire par un secteur de la caste politique, qui a signifié un « coup d'État parlementaire » contre Dilma Rousseff (destituée en 2016), puis l'emprisonnement de Lula Da Silva pour corruption, sans preuves concrètes à ce jour, alors qu'il restait ultra-favori des sondages. Mais les racines du mal sont aussi bien plus profondes : elles ont à voir avec un modèle économique extractiviste et brutalement inégalitaire, avec un pays traversé par la violence et les héritages de la dictature, et aussi avec le désenchantement croissant face au bilan de 13 ans de gouvernements sociaux-libéraux du PT. Pour en parler, nous avons posé quelques questions à l'économiste marxiste Mylène Gaulard¹, enseignante-chercheuse à l'Université Grenoble-Alpes et qui travaille depuis plusieurs années sur les modèles de développement de la Chine et du Brésil. Propos recueillis par Franck Gaudichaud.

Dans un premier temps, peux-tu revenir sur la situation économique et sociale du Brésil à la veille de l'élection de Bolsonaro, la profonde crise que traverse le pays et le modèle d'accumulation dépendant de ce géant de l'Amérique Latine ? En quoi cette situation économique et sociale – terriblement inégalitaire – explique-t-elle, selon toi, le développement du bolsonarisme ?

L'élection de Bolsonaro est la conséquence directe de la crise économique qu'affronte le Brésil depuis quelques années. Subissant un ralentissement depuis 2012, l'économie brésilienne s'est même confrontée à une récession en 2015 et 2016, avec une baisse du PIB de près de 7% sur ces deux années, la plus grave crise connue par ce pays depuis la décennie 1980. Les conditions de vie de la majorité des Brésiliens continuent actuellement de se dégrader, avec un taux de chômage qui est passé de 6,5% à 13% de la population

active entre 2011 et 2018. Le travail informel, non déclaré auprès des autorités et donc non couvert par la sécurité sociale, s'est remis à augmenter pour concerner plus de la moitié de la population, et les programmes d'austérité mis en place depuis 2015, déjà sous la deuxième présidence de Dilma Rousseff, aggravent encore davantage la situation. Depuis 2016, il est même inscrit dans la constitution que les dépenses publiques seront gelées pour les vingt prochaines années, ce qui risque d'impacter les catégories les plus pauvres de la population.

Il ne faut effectivement pas oublier que si le Brésil reste l'un des pays les plus inégalitaires au monde, les inégalités de revenus n'avaient pas cessé de baisser depuis la fin de la décennie 1990, aussi bien grâce aux politiques sociales développées par Lula comme la Bourse famille ou le quadruplement du salaire minimum sur toute la décennie 2000, que grâce

à la maîtrise de l'inflation qui pénalisait jusqu'au milieu de la décennie 1990 les couches les plus modestes de la population. Mais c'est surtout la reprimarisation [priorité accordée à la production et l'exportation des matières premières – NDLR] de l'économie brésilienne qui a permis de recruter de plus en plus de travailleurs non qualifiés et de diminuer les inégalités régionales. La chute des cours des matières premières observée depuis 2012 a finalement brisé cette douce illusion d'une émergence qui profiterait aussi aux plus pauvres. Ces derniers se retrouvent les premiers concernés par la crise. Face à cette situation, une partie des Brésiliens ont manifesté, par le biais du vote Bolsonaro, leur hostilité aux politiques qui les ont conduits jusque-là. La révélation d'une multitude d'affaires de corruption depuis dix ans tend à accroître encore davantage ce rejet d'une élite politique qui n'a pas été capable de percevoir les



Jair Bolsonaro. Wikimedia Commons

dangers de leur politique économique ayant mené notamment à la désindustrialisation du pays.

L'ascension de cette extrême droite fascisante s'appuie sur les secteurs les plus réactionnaires de la société brésilienne (les fameux « 3 B »), et notamment les Églises évangéliques. Peux-tu revenir sur cette articulation entre extrême droite et ces Églises et leur rôle dans l'encadrement d'une partie des classes populaires ?

Il y a trois ans, le PT a effectivement utilisé ce sobriquet des « BBB » (Bœuf, Bible, Balle) pour désigner un groupe conservateur en plein essor au sein de la Chambre des députés. Les évangéliques, réunissant environ 13% des élus, les partisans de la liberté du port d'arme et les représentants de l'agro-business et des grands propriétaires terriens n'ont effectivement jamais eu autant de poids auprès de cette chambre. Ce sont eux notamment qui se trouvent derrière la procédure de destitution de Dilma Rousseff durant l'été 2016. Le vote en faveur de la réduction de la majorité pénale de 18 à 16 ans en 2015 ou bien la réforme du code du travail en 2017, en faveur d'une plus grande flexibilité, n'auraient également jamais pu passer sans la présence de ce groupe qui constitue

bien, de façon totalement informelle, plus de la moitié de la chambre basse. Sur le problème plus précis des évangéliques, avec notamment parmi les grands représentants du « front évangélique » Eduardo Cunha, le député ayant lancé la procédure de destitution de Rousseff avant d'être lui-même atteint par une affaire de corruption, il est évident que toute cette communauté fut d'un appui certain pour Bolsonaro qui espérait réunir 80% des votes de celle-ci. Presque le tiers de la population brésilienne est aujourd'hui protestante (contre moins de 5% en 1950), et les églises évangéliques, qui savent particulièrement bien utiliser les moyens de communication comme la radio et la télévision pour recruter toujours plus de fidèles, sont en plein essor, recrutant aussi bien chez les classes populaires que dans les classes dominantes². La possibilité de trouver un refuge auprès d'une église spécifique qui fournit des aides, des conseils et un sentiment de communauté s'adapte assez bien avec la modernité néolibérale. Et ce d'autant plus au sein des églises néo-pentecôtistes qui ont adopté la « théologie de la prospérité », légitimant la possession de richesses et promouvant une certaine consommation ostentatoire, ce qui plaît particulièrement aux catégories les plus

aisées de la population.

Avec la crise économique, le besoin, spirituel mais aussi matériel, d'appartenir à une communauté dans des villes confrontées à un degré de violence inimaginable en Europe explique aussi que ces églises aient pu autant séduire également du côté des classes populaires. Une partie de ces dernières se caractérise ainsi de plus en plus par son conservatisme et une crispation sur certaines valeurs morales, comme l'opposition à l'homosexualité, à l'avortement ou à la pratique de rites africains chez une minorité de la population, qui la distinguent d'un « évangélisme progressiste » tel que celui prôné par Marina Silva [candidate écologiste lors des derniers scrutins présidentiels – NDLR]. Le vote Bolsonaro peut donc être autant analysé comme un vote de rejet des élites traditionnelles, considérées comme toutes corrompues, que comme un vote d'adhésion à ces valeurs conservatrices qui donnent l'impression à un prolétariat urbain, idéologiquement perdu, de retrouver une forme d'ancrage dans le capitalisme actuel.

En quoi le bilan du PT au pouvoir (2003-2016), son adaptation au



● ● ●
système institutionnel, ses options stratégiques, ses alliances avec une partie des classes dominantes ou encore son refus de mobiliser massivement contre la détention de Lula ont-ils contribué à l'ouverture du champ politique à Bolsonaro ? En même temps, on voit que Lula est resté extrêmement populaire et que le parti résiste dans plusieurs États, notamment dans le Nord-Est...

Alors que Lula était présenté comme le candidat d'une gauche « radicale », et ce au point de faire chuter, au cours de la première année de sa présidence, en 2003, les flux entrants d'investissements directs étrangers, les intérêts des classes dirigeantes n'ont pas du tout été bouleversés durant les treize ans où le PT a dirigé le pays. Bien au contraire. Les taux d'intérêt ont été maintenus à des niveaux extraordinaires, faisant du Brésil l'un des pays les plus attractifs pour les spéculateurs. Par ailleurs, alors qu'il s'était appuyé sur le Mouvement des sans-terres dans sa course à la présidence, Lula, de même que Dilma Rousseff après lui, n'a pas hésité à nommer des représentants de l'agrobusiness et des grands propriétaires fonciers aux ministères de l'Agriculture et du Développement agricole/agriculture familiale (ce dernier a même vu ses compétences transférées au ministère du Développement social en 2016...).

Si les intérêts des catégories les plus privilégiées de la population ont été préservés, ceux des plus pauvres furent donc particulièrement piétinés. En raison du poids des impôts indirects et d'une charge fiscale qui connaît une augmentation constante depuis la décennie 1980, les 10% les plus pauvres paient toujours davantage d'impôts, en pourcentage de leurs revenus, que les 10% les plus riches. Confrontée à un déficit public de 10,2% du PIB en 2015, Dilma Rousseff a directement mis en application le programme d'austérité pourtant proposé par son principal adversaire à l'élection présidentielle de l'année précédente, avec des baisses drastiques du côté des dépenses sociales. Ce qu'on retient généralement du bilan du PT, c'est surtout cette baisse des inégalités que j'évoquais précédemment. Celle-ci s'explique pourtant davantage par la reprimarisation de l'économie brésilienne, dans un contexte de hausse artificielle des cours à l'échelle mondiale, que par les programmes sociaux comme la Bourse famille dont l'impact fut davantage médiatique que social ou économique (seul 0,4% du PIB est consacré à ce programme destiné à fournir un revenu minimum aux 25% les plus pauvres)³. Il est vrai que Lula et le PT ont obtenu l'appui de régions comme le Nordeste qui ont vu durant la décennie 2000 leur taux de pauvreté baisser, avec une diminution constante

des inégalités régionales durant toute la décennie, mais cette évolution était purement conjoncturelle, causée par les besoins croissants des entreprises de l'époque en main d'œuvre non qualifiée et en matières premières. Les classes populaires urbaines sont aujourd'hui beaucoup moins enthousiastes sur le bilan du PT.

On connaît désormais certaines des figures centrales qui composeront le futur gouvernement et notamment, à la tête d'un super ministère de l'Économie, l'ultra-libéral Paulo Guedes. Comment analyses-tu les déclarations de ce « Chicago Boy » et son programme de « choc néolibéral » ? Peut-on dire que Bolsonaro est le candidat du capital financier et industriel ou un « candidat par défaut » face à l'effondrement de la droite traditionnelle ?

Paulo Guedes est un économiste brésilien ayant passé sa thèse de doctorat à l'université de Chicago, bien connue depuis des décennies pour fournir un grand nombre de théoriciens et politiques hyper-libéraux, d'ailleurs surnommés les « Chicago Boys » au Chili lors du rapprochement de ces économistes avec le régime de Pinochet durant la décennie 1970. En tant que futur ministre de l'économie, son programme est assez clair : il s'agit de diminuer les dépenses sociales, de faire passer le Brésil à un système de retraites par capitalisation et de



Damara Alves, pasteur anti-avortement devenue « ministre de la Femme, de la Famille et des Droits de l'Homme ». DR.

relancer un programme de privatisations pour les dernières grandes entreprises publiques. Cette dernière question le met d'ailleurs en porte-à-faux avec Bolsonaro qui regrettait, en 1999, que la dictature militaire n'ait pas fusillé le Président de l'époque, Cardoso, qu'il condamnait alors pour les privatisations de la décennie 1990. Durant toute sa campagne, Bolsonaro n'a effectivement eu de cesse de promettre que les grandes compagnies comme Petrobras et Electrobras ne seraient pas privatisées, ce qui le place en totale opposition avec son futur ministre.

Il est donc vrai que le programme économique de Bolsonaro est sans doute celui sur lequel tous les doutes sont permis. Depuis trente ans, l'ancien capitaine prône un retour au développementisme adopté par les militaires durant le « Miracle économique » brésilien (1967-1973). Il critique la désindustrialisation et les intérêts des grands groupes financiers qui ont largement profité depuis la décennie 1990 des taux d'intérêts brésiliens, parmi les plus élevés au monde. On ne peut donc pas dire qu'il soit le candidat naturel du capital financier, bien que le rebond observé à la Bourse de Sao Paulo le lendemain de son élection révèle un optimisme assez fort du côté de la finance. Il le deviendra peut-être sous l'influence de Guedes, mais cela le poussera à renier ses promesses de campagne, ce qui pourrait lui faire perdre l'appui d'une grande partie de la population, notamment des évangéliques qui, au-delà de leurs valeurs conservatrices sur le plan moral, sont plutôt en faveur d'une intervention plus forte de l'État en matière socio-économique. Il répète régulièrement ne rien comprendre à l'économie : est-ce le signe qu'il s'apprête déjà à suivre cette voie hyper-libérale, à écouter les avis de ses plus proches conseillers ?

En fait, force est de constater qu'à côté de la nomination de Paulo Guedes à un super ministère de l'Économie chargé du commerce extérieur, de l'industrie et des finances publiques, une représentante de l'agrobusiness, Tereza Cristina, arrivera également dans quelques mois au ministère de l'Agriculture. Alors que Bolsonaro critiquait jusqu'ici la désindustrialisation du Brésil, ce choix révèle clairement une certaine marche arrière vis-à-vis d'un



Manifestation du Mouvement des paysans sans terre. DR.

projet développementaliste en faveur de la réindustrialisation. Son conservatisme sur la question des mœurs, qu'il s'agisse de ses propos contre les Noirs, les homosexuels ou ceux sur les femmes, pourrait donc bien s'accompagner d'un ultralibéralisme dans le domaine économique. Ce n'est pourtant pas sur un tel programme qu'il a séduit une partie de la population

Le Brésil est composé de grands mouvements populaires et a une tradition de luttes syndicales importantes ; de plus, le PSOL⁽¹⁾ – à son échelle encore modeste – a réussi à consolider son assise politique et électorale dernièrement. Comment vois-tu la réorganisation des résistances sociales et politiques dans les mois à venir face à une menace autoritaire, et même fasciste ?

Les mouvements sociaux se sont particulièrement radicalisés depuis la décennie 2000, sûrement en raison du sentiment de nombreuses couches de la population d'avoir été trahies par le PT au pouvoir. La grève des camionneurs, protestant contre la hausse des prix du carburant, a littéralement paralysé le pays pendant quinze jours l'été dernier, avec le soutien de la majorité des Brésiliens. Un peu semblable au mouvement des Gilets jaunes en France, cette grève fut accusée d'être infiltrée par l'extrême droite uniquement parce qu'elle n'était pas contrôlée par les partis et organisations traditionnelles. L'utilisation des nouvelles technologies, des réseaux sociaux et messageries instantanées comme WhatsApp, a permis de lancer un mouvement d'une ampleur considérable, cela se renouvellera

sûrement. Depuis 2013, le rôle des réseaux sociaux est une constante dans les grands mouvements. À voir, maintenant, si cette nouvelle forme de mobilisation et de contestation, plus spontanée que les anciens mouvements sociaux placés sous l'autorité des syndicats et partis politiques, sera plus à même de défendre les intérêts des Brésiliens...

Le parti issu en partie de l'aile gauche du PT (en 2004), le PSOL, est de son côté effectivement en train de réunir ses forces pour faire front face aux prochaines attaques contre les travailleurs, mais la perte de confiance de la population vis-à-vis des partis politiques me laisse plutôt sceptique sur sa capacité à rassembler sur le court terme. Il est vrai que la CUT et plusieurs autres centrales syndicales ont réussi à mobiliser dans une grève générale 40 millions de Brésiliens le 28 avril 2017, un record depuis au moins 20 ans, mais compte tenu de l'ampleur des réformes observées l'année dernière sur le marché du travail, le résultat était moins important que prévu. Le 30 juin 2017, le même appel à la grève générale fut un échec... Mais rien n'empêche que, loin du pouvoir, toutes ces organisations finissent par regagner une certaine légitimité pour s'opposer frontalement au nouveau gouvernement dans les prochains mois, voire années. □

(1) On lui doit notamment : *Karl Marx à Pékin. Les racines de la crise en Chine capitaliste*, Paris, Demopolis, 2014 et *Économie du Brésil*, Paris, éditions Bréal, 2011.

(2) À ce sujet, voir Lamia Oualalou, *Jésus t'aime ! La déferlante évangélique*, Paris, Cerf, 2018.

(3) Sur cette question, voir l'ouvrage *Économie du Brésil*, qui sortira dans une deuxième édition actualisée en janvier 2019 (Paris, éditions Bréal).

(4) Parti socialisme et liberté (en portugais : Partido Socialismo e Liberdade).

Au Venezuela, des luttes s'organisent face au gouvernement autoritaire de Maduro

PAR PEDRO HUARCAYA

Les VénézuélienEs affrontent les pires difficultés dans une déliquescence absolue des structures économiques et leurs ennemis aggravent chacun à leur façon cette situation : le gouvernement Maduro, l'opposition patronale, les États-Unis, la xénophobie de certains secteurs dans les pays voisins...

Les VénézuélienEs subissent depuis des années une crise économique sans précédent. L'économie vénézuélienne, dépendante de la rente pétrolière, a subi de plein fouet la chute des cours du pétrole à l'été 2014. Cette crise a eu ses effets décuplés par la chute de la production pétrolière, de près de 3 millions de barils par jour, à l'été 2014, à moins de 1,2 million aujourd'hui. La monnaie s'est effondrée. Il fallait seulement 10 bolivars pour obtenir un dollar en 2012, à l'été 2018, il en fallait 5,9 millions. Cette perte totale de la valeur de la monnaie a des conséquences dramatiques pour la population. Les importations sont bloquées, les pénuries de produits de première nécessité, des aliments et des médicaments se multiplient, l'inflation s'envole (le FMI prévoit 1 370 000% pour cette année et 10 000 000% pour l'année prochaine) et les salaires ont perdu toute valeur. Le revenu minimum représente moins de 10% des besoins alimentaires d'un foyer. Des milliers de salariéEs quittent leur travail car il ne leur permet pas de survivre. Les VénézuélienEs ne parviennent plus à s'alimenter et se soigner dignement.

MADURO, RESPONSABLE D'UNE CRISE ÉCONOMIQUE INÉDITE

Le gouvernement est le principal responsable de cette situation. Pendant une décennie, il a permis que des multinationales et une nouvelle bourgeoisie créée par son lien avec le chavisme, la bourgeoisie bolivarienne ou « boli-bourgeoisie », s'enrichissent en détournant le système de change, en surfacturant des importations ou en demandant des dollars subventionnés pour des importations non réalisées. On estime le montant de ces malversations à plus de 500 milliards de dollars. Le 20 août, le gouvernement a mis en place une réforme monétaire qui lie la

nouvelle monnaie, le Bolivar souverain, au « Péto », une cryptomonnaie basée sur les ressources pétrolières du pays toujours davantage hypothéquées. Le salaire minimum a été augmenté de 3500% (28 euros du marché noir) mais le prix de l'essence est multiplié par des milliers de pourcents avec toutes les conséquences que cela signifie pour le coût des transports. Le patronat vénézuélien a eu le cynisme de se plaindre de l'augmentation des salaires malgré la promesse de Maduro d'en couvrir le coût pendant les trois prochains mois, pour empêcher la montée des prix.

Cette réforme monétaire est pourtant une forte perte de pouvoir d'achat pour les salariéEs vénézuélienEs. L'inflation poursuit sa spirale destructrice. En seulement trois mois, la valeur réelle du salaire minimum a été divisée par quatre. Cette augmentation du salaire minimum portait en elle une dérogation aux conventions collectives, à l'ensemble des primes et des prestations sociales ainsi qu'un écrasement de l'échelle des salaires. Ces nouvelles mesures ont déclenché des centaines de conflits salariaux localisés, les infirmières qui étaient déjà en grève depuis plusieurs mois mais aussi les travailleurs des secteurs universitaires, de l'électricité, de l'administration publique sont en grève pour réclamer un salaire permettant des conditions de vie dignes. Selon l'Observatoire vénézuélien de la conflictualité sociale, il y a eu 400 protestations pour les droits au travail au cours du seul mois de septembre et 533 au mois

d'octobre. Depuis le mois de mai, ce sont les principaux motifs de contestation.

DES LUTTES S'ORGANISENT

Depuis le début des années Chávez (Chavez est devenu président en 1998), le mouvement syndical est divisé. D'abord, entre sociaux-démocrates qui ont soutenu les tentatives putschistes conservatrices en 2002 et ceux qui ont résisté à ce coup d'État avorté. Puis entre des camarades qui ont défendu l'autonomie du mouvement syndical et les revendications économiques des travailleurs, et d'autres qui défendaient la subordination à l'égard du gouvernement. Pendant des années, entre ceux qui sont restés loyaux au gouvernement et ceux qui s'opposaient aux pratiques de plus en plus conservatrices de Chávez puis Maduro (arrivé à la présidence en 2013), les clivages se sont multipliés autour des positionnements politiques, désarticulant l'ensemble du mouvement syndical.

Le 7 novembre 2018, pour la première fois depuis des années, tous les secteurs en lutte se sont regroupés dans l'Intersectoriel des travailleurs du Venezuela. Au-delà de l'affrontement mis en scène entre le gouvernement Maduro et l'opposition pro-patronale, ils se sont mis d'accord



Nicolás Maduro. DR.



Des VénézuélienEs sur le chemin de l'exil. DR.

sur quelques revendications répondant aux intérêts urgents des travailleurs : un salaire égal au coût des besoins basiques d'un foyer, ajusté mensuellement, qui soit étendu aux retraitéEs, le rétablissement de l'échelle des salaires et des conventions collectives tel qu'elles étaient avant que le gouvernement ne les démantèle, la lutte contre la sous-traitance au travail, la défense des libertés démocratiques et la fin de la criminalisation des protestations, avec notamment la réintégration de la dirigeante syndicale du Métro de Caracas, Deillily Rodríguez, licenciée pour avoir simplement défendu l'intérêt des travailleurEs qui l'ont élue.

UNE DÉRIVE AUTORITAIRE QUI S'AMPLIFIE

Le gouvernement Maduro connaît une dérive autoritaire de plus en plus prononcée. Le camp présidentiel a emporté les élections régionales d'octobre 2017, les municipales de décembre 2017 et la présidentielle de mai dernier, mais ces élections ont été organisées dans de telles conditions qu'on ne peut pas les considérer comme démocratiques : les dates de scrutin sont manipulés par le gouvernement au gré des opportunités électorales, de nombreuses candidatures (y compris de gauche) sont invalidées... Dans de telles conditions, l'opposition se divise entre tenants d'une négociation de n'importe quel espace de pouvoir avec l'exécutif, et les putschistes qui boycottent les scrutins et tentent de délégitimer l'exécutif en s'associant aux États-Unis et aux gouvernements conservateurs latino-américains regroupés dans le « Groupe de Lima ».

L'attentat avorté au drone explosif contre Nicolás Maduro, le 4 août 2018, marque un nouveau raidissement du gouvernement. Ce dernier a arrêté plusieurs opposants, dont un conseiller municipal d'opposition Fernando Albán qui est mort brutalement alors qu'il était interrogé par la police. « Un

suicide » selon le gouvernement ; « un assassinat » répondent les opposants. Au-delà de ce cas polémique, les organisations de défense des droits de l'homme estiment qu'il existe entre 200 et 300 prisonniers politiques, avec un turnover au gré des libérations et des arrestations massives. De nombreux cas de torture ont été signalés. Même si l'on ne partage pas les combats de la plupart de ces opposants politiques, ces pratiques de répression doivent être condamnées avec la plus grande fermeté et rapprochent encore un peu plus le gouvernement Maduro d'un gouvernement autoritaire classique, à mille lieux des idéaux d'émancipation qu'il prétend incarner.

L'IMPÉRIALISME, EN EMBUSCADE, AGGRAVE LES PROBLÈMES

Les États-Unis accentuent encore davantage ces difficultés. Depuis un an, le gouvernement Trump interdit à tout citoyen et toute entreprise étatsunienne d'acheter des bons de la dette souveraine de Venezuela, asphyxiant encore un peu plus un État qui souffre d'une dette de 150 milliards de dollars, actuellement en défaut partiel de paiement. Le 8 septembre, le New York Times révélait que Washington a discuté avec un secteur des forces armées vénézuéliennes la possibilité de renverser de Nicolás Maduro. Néanmoins, l'idée a été rejetée à cause du manque du sérieux des militaires vénézuéliens. Donald Trump lui-même a plusieurs fois évoqué la possibilité d'une « intervention militaire » au Venezuela, même si aucun exercice militaire ne rend cette menace crédible pour l'heure.

Les pays conservateurs de la région, y compris les plus liés à l'impérialisme étatsunien comme la Colombie, sont défavorables à une intervention militaire, sachant les conséquences que cela pourrait avoir pour leur propre pays.

3 MILLIONS DE RÉFUGIÉS

Victimes d'une situation économique invivable, les VénézuélienEs fuient le pays,

créant une crise migratoire de magnitude inconnue dans le continent. Selon l'ONU, 3 millions de personnes (environ 10% de la population) ont déjà quitté le pays vers les États voisins en général et la Colombie en particulier. Le 18 août, des Brésiliens ont attaqué des VénézuélienEs à la frontière. Partout, en Amérique latine, les réactions xénophobes se multiplient à l'égard des VénézuélienEs. Certains États, comme le Pérou et le Chili, et des pays supposément progressistes, comme l'Équateur, restreignent de plus en plus l'accès des VénézuélienEs à leur territoire, commençant à les condamner à passer par des voies illégales comme en Europe. Face aux heurts entre migrantEs et une partie xénophobe de la population locale, Michel Temer, alors président du Brésil, a déployé l'Armée à la frontière. L'arrivée au pouvoir au Brésil du dirigeant d'extrême droite Jair Bolsonaro, qui pointe le Venezuela comme la source de tous les maux, aggrave encore davantage cette configuration et promet de nouveaux durcissements pour l'accès des VénézuélienEs à ce territoire.

AVEC LES VÉNÉZUÉLIENS, CONTRE TOUTE INSTRUMENTALISATION

Au-delà de l'extrême droite brésilienne, le Venezuela est instrumentalisé par les libéraux et réactionnaires du monde entier dans des visées maccarthystes de politique intérieure. De Macron à Trump, de la droite espagnole à Le Pen, tous versent des larmes de crocodile sur la défense de la démocratie vénézuélienne, en s'affichant parfois avec les leaders de l'opposition vénézuélienne. Ces derniers sont pourtant les héritiers politiques du coup d'État d'avril 2002 contre Hugo Chávez. L'indignation des élites occidentales relève d'une hypocrisie abjecte, tous soutiennent des dictateurs nettement plus répressifs, du maréchal Sissi en Égypte au prince héritier saoudien, tous mettent en œuvre ou promettent de mettre en œuvre des solutions plus autoritaires dans leurs propres pays, mais ne manquent pas d'instrumentaliser le Venezuela dans leur politique intérieure contre la gauche radicale, contre un socialisme qui pourtant, on l'a vu, n'existe pas au Venezuela.

Face à tous ces ennemis, les VénézuélienEs peuvent compter, à l'intérieur du pays, sur les militants indépendantEs du gouvernement et de l'opposition patronale et, à l'extérieur, sur la population solidaire de leurs souffrances, contre toute ingérence impérialiste. □

Après les élections de mi-mandat aux États-Unis : Trump entre espoirs et déboires

PAR YANN CÉZARD

La victoire de Trump en 2016 était-elle un accident électoral, ou un tournant durable dans la vie politique américaine ? À cette question, les élections de mi-mandat de novembre 2018 ont répondu... un peu. Et c'est leur résultat qui contraint aujourd'hui Trump à tenter l'épreuve de force du « shutdown » pour se relancer.

Si les Démocrates ont gagné l'élection en novembre, en récupérant la Chambre des représentants, ils sont loin d'avoir écrasé leurs adversaires, qui conservent le Sénat (et y accroissent même leur avantage, 53 sièges contre 51 auparavant, et 47 au lieu de 49 pour les Démocrates) et la majorité des postes de gouverneurs. Puisqu'après tout il est de tradition que les « midterms » soient défavorables au parti du président en exercice, Trump semble garder toutes ses chances pour 2020. C'était d'ailleurs le constat de la presse en général, étatsunienne et étrangère : « Victoire démocrate, mais pas de vague bleue » (couleur des démocrates) ; « Résistance », et même « ancrage électoral » du « trumpisme ». Et pourtant... la vague bleue a bien eu lieu !

MALGRÉ TOUT, UNE « VAGUE BLEUE »

C'est l'élection à la Chambre des représentants qui reflète le mieux les rapports de forces dans le vote « populaire » (le nombre de voix) à l'échelle du pays. Alors que la participation a été beaucoup plus forte qu'il n'est de coutume dans ces élections intermédiaires (50% au lieu de 40%), et que chaque camp semble avoir davantage mobilisé son électorat que d'habitude, les Démocrates devanceraient les Républicains de quelque 10 millions de voix, soit + 8,5 points en pourcentage environ que leurs adversaires (53,5% des voix contre 45%). C'est un écart plus important que lors d'autres élections intermédiaires qui avaient sanctionné à mi-parcours un président et à propos desquelles on avait parlé alors... de « vague rouge » (républicaine) ou de « vague bleue » (démocrate) : en 1994 sous Clinton, en 2006 sous Bush, et sous Obama en 2010 et en 2014. En fait les Démocrates tiennent là leur meilleur résultat depuis... 1974.

On aurait certes pu s'attendre à encore plus fort, vu le personnage de Trump, mais on pourrait s'étonner, aussi, de l'ampleur de la défaite si l'on songe que les chiffres de

l'économie US favorisaient, après tout, Trump.

LES PARIS DE TRUMP

Celui-ci ne faisait-il alors que céder à son penchant pour le bluff, quand il tweetait au lendemain de l'élection : « Énorme succès » ? Oui et non, car il a de vraies raisons de se frotter malgré tout les mains, en tout cas d'envisager avec un peu d'optimisme son avenir. L'avance électorale des Démocrates ne s'est pas traduite par un basculement équivalent du rapport de forces dans les institutions. Car le système électoral (« représentatif ») étatsunien est aussi anti-démocratique que celui de la France (mais... différemment). Dans son principe, avec deux sièges de sénateurs par État quelle que soit sa population, et avec le système des grands électeurs aux présidentielles, qui profite en général au Parti républicain. Bizarrerie encore accentuée par les tripatouillages des circonscriptions par les gouverneurs républicains, par le retrait de leur droit de vote à des millions d'électeurs latinos, noirs, pauvres, via des conditions d'inscription discriminatoires et des radiations abusives. C'est la chance de Trump : il sait qu'il n'a pas besoin d'être majoritaire pour être élu président. Il ne l'était pas en 2016, puisque Clinton a obtenu trois millions de voix de plus que lui. George Bush Jr ne l'était pas non plus en 2000.

C'est donc avec une attention maniaque que Trump a dû regarder les résultats dans les « swing states » qu'il avait réussi à emporter en 2016, parfois de quelques milliers de voix seulement, comme la Pennsylvanie, le Wisconsin, la Floride, l'Ohio. Et là encore il a quelques raisons d'espérer puisque des gouverneurs et des candidats aux sénatoriales très trumpistes l'ont emporté dans la moitié d'entre eux. Ce qui augure d'une présidentielle incertaine.

UN PARTI RÉPUBLICAIN TRUMPISÉ

Il compte aussi sur un nouvel atout : il a conquis le Parti républicain. Il faut se

rappeler qu'en 2016 celui-ci menaçait, paraît-il, d'être le plus grand obstacle à la politique de Trump, et de se révolter contre son propre président ! Certains misaient même sur les parlementaires républicains pour neutraliser l'inattendu président. Deux ans plus tard, on peine même à se souvenir de ces spéculations... Trump a comme domestiqué le Parti républicain, qui a gobé sa rhétorique nationaliste, ses foucades internationales, ses provocations, sa démagogie raciste, et un certain nombre de ses notables dégoûtés des manières du Donald sont partis... C'est que Trump a le charme du vainqueur, et qu'il vient en plus de prouver qu'il reste capable de mobiliser puissamment sa base électorale. S'il est aujourd'hui autour des 40% de « satisfaits » dans la population selon les sondages (toujours mieux que tous les derniers présidents français à mi-mandat, et bien mieux que le pauvre Macron), ces « satisfaits » sont pour une partie d'entre eux presque... fanatisés. Or mobiliser son propre camp est la condition première d'une victoire. Trump a aussi rallié à lui le Parti républicain, de la base au sommet, parce qu'il lui a offert sa liste de Noël : la baisse massive des impôts sur les riches et sur les entreprises, la levée de nombre de réglementations sociales ou écologiques « nuisibles au business », des juges de la Cour suprême hautement réactionnaires. Au-delà de ce qui est original chez Trump, le « Mur », les menaces de guerre commerciale, les tweets d'insultes, c'est ce programme républicain traditionnel brutal qui suscite l'adhésion de tant d'électeurs républicains, et le soutien de l'appareil du parti.

L'épisode actuel (au moment où nous écrivons) du « shutdown », ce bras de fer entre Trump et les Démocrates, sur la question du « Mur », qui bloque le financement de l'État fédéral, s'explique en partie par la volonté de Trump de continuer à mobiliser le noyau dur de son électorat, et montre à nouveau l'alignement, bon gré mal gré, des parlementaires républicains sur leur chef : alors

qu'ils avaient conclu avec les Démocrates un accord sur le budget, ils ont du avaler la décision soudaine de Trump de rejeter cet accord pour provoquer une crise aux effets politiques plutôt incertains...

UN PARTI DÉMOCRATE À L'HEURE DES CHOIX

De son côté, s'il a remporté le « vote populaire », le Parti démocrate a néanmoins quelques soucis à se faire : d'abord, il n'a pas de futur candidat évident (cela dit c'est une situation ordinaire dans la vie politique US), mais surtout quelle sera sa ligne politique pour la présidentielle ? Il ne suffit pas de faire de l'anti-Trump. Il faut tenter de récupérer des millions de voix populaires perdues en 2016, notamment dans des « swing states » dévastés (pour certains) par la désindustrialisation, soit parce que ces voix furent gagnées par Trump, soit (surtout d'ailleurs) parce qu'elles sont allées à l'abstention. Il faudrait pour cela que le Parti démocrate « parle » un peu aux ouvrierEs, de leurs emplois, de leurs salaires, de leurs droits, et pas seulement de l'Amérique plurielle, de la tolérance, de l'amour... et de la nécessité de s'éduquer pour prendre le train du progrès. Sans pour autant se fâcher avec Wall Street et la Silicon Valley. Dilemme ordinaire d'un parti qui se veut tout à la fois « le parti du progrès », et l'autre parti de la bourgeoisie étatsunienne.

PAS DE « TEA PARTY » DÉMOCRATE...

Or ces élections n'ont pas montré, ou ne semblent pas forcément favoriser, au sein du Parti démocrate, une forte poussée à gauche. Alors même qu'elle existe, incontestablement, dans une partie de la société. Certes la campagne de certains candidats ou candidates dits « progressistes » (de la gauche du parti) a parfois marqué les esprits. Deux candidates démocrates se réclamant du « socialisme », Alexandria Ocasio-Cortez et Rashida Tlaib, ont même réussi à se faire élire à la Chambre des représentants. C'est, entre autres, ce qui amène des commentateurs (et des militantEs), notamment dans une partie de la gauche « radicale » américaine, à parler d'une « poussée à gauche » dans le pays et dans le Parti démocrate. D'autant plus que, ces dernières années, la plupart des organisations US classées de « gauche radicale » ont vu progresser leur nombre d'adhérentEs, leur notoriété, notamment DSA, une organisation se réclamant du « socialisme » et intégrée au Parti démocrate. Mais le noyau dirigeant du Parti démocrate, son « establishment », n'a pas été bousculé par une vague de gauche comme le Parti républicain l'avait été par le Tea Party après



Wikimedia Commons.

l'élection d'Obama en 2008, puis l'irruption de Trump en 2016. Autant le Parti républicain s'est radicalisé, toujours plus à droite, toujours plus réactionnaire et ultralibéral, autant le Parti démocrate garde son centre de gravité au « centre-droit ». Sa direction sort plutôt confortée des élections : elle reste archi-dominante, elle a gagné ces élections, sans avoir bouleversé sa rhétorique ou fait des promesses sociales exagérées (pour elle). La direction démocrate ne s'est pas non plus contentée d'une campagne « anti-Trump » sans plus de programme concret. Tout en gardant ses thèmes « clintoniens », charité, fraternité, blabla sur l'égalité des chances, libéralisme économique bon teint (et dans les faits impitoyable pour les travailleurEs et les pauvres), elle a insisté sur la santé, l'Obamacare, les frais universitaires, etc. Et comme le pays est en fait un continent, ses candidats se sont passablement adaptés « au terrain ». Alexandra Ocasio-Cortez et même Andrew Gillum, en Floride, ont parlé d'une nouvelle assurance maladie universelle garantie par l'État, du salaire minimum à 15 dollars de l'heure, de la gratuité de l'enseignement supérieur, alors que la nouvelle sénatrice de l'Arizona, elle, s'est carrément vantée... d'avoir voté la réforme fiscale de Trump !

SI LA BOURGEOISIE TREMBLE...

En attendant qu'une orientation se dégage au travers des futures primaires, les dirigeants du Parti démocrate tirent sans doute une toute autre leçon du vote que leur aile gauche, qui explique que seule une candidature beaucoup plus radicale socialement, du type Bernie Sanders, permettrait de donner envie à des millions de travailleuses et travailleurs de voter à nouveau démocrate et de battre Trump. La direction, elle, peut constater que, si les démocrates sont sans doute majoritaires dans le pays, il va falloir se battre durement pour gagner les swing

states contre Trump, et pour cela, que ses candidats « centristes » ont prouvé davantage leur capacité à faire basculer une circonscription en balance que des candidats plus à gauche, plus « radicaux », comme Andrew Gillum, qui a certes échoué de très peu à devenir gouverneur de Floride, mais contre un candidat républicain hyper « trumpiste », dans un État où les Hispaniques sont très nombreux. Si la direction démocrate devait choisir elle-même directement son candidat à la présidentielle et le programme qui va avec, nul doute qu'elle choisirait un profil assez « modéré » pour plaire à des Républicains non moins « modérés », quitte à appâter le populaire par quelques promesses sociales non moins « modérées ». Et quand bien même ? Si la propagande démocrate connaissait une inflexion « à gauche », ce qui est bien possible, il y aurait loin de sa politique réelle en cas de victoire, évidemment. Car le Parti démocrate reste le Parti démocrate.

Et Wall Street ne s'y trompe pas. Tous les grands indices boursiers ont augmenté de plus de 2% le lendemain des élections. Comme le disent les analystes de la banque JP Morgan : « Un Congrès divisé est le meilleur résultat pour les marchés d'actions aux États-Unis et dans le monde ». Parce que les Démocrates sont les amis des « marchés », parce que les Républicains les empêcheront au Sénat de pousser des mesures sociales pré-électorales, parce que les Démocrates empêcheront Trump, à la Chambre des représentants, de foncer dans de nouvelles aventures protectionnistes !

Décidément, si la bourgeoisie tremble... ce sera parce que le danger vient d'ailleurs que du Parti démocrate : de la mobilisation et de la radicalisation croissante d'une fraction des travailleurEs et de la jeunesse du pays, révoltée par Trump, sans illusions sur les Démocrates. □

Nucléaire en France : vers la catastrophe ?

PAR RÉGINE VINON

Énergie propre et bon marché, nous ont seriné pendant des décennies les chantres du nucléaire français. De plus en plus, l'évidence s'impose : l'industrie nucléaire n'est ni bon marché, ni « propre ». Et depuis la catastrophe de Fukushima, personne ne peut dire qu'elle n'est pas dangereuse, même dans un pays développé comme le Japon.

Lindustrie dangereuse pour ses salariés et la population environnante, polluante pour les déchets radioactifs qu'elle laisse pour des siècles, elle n'est même pas bon marché si l'on compte tous les coûts savamment cachés comme le démantèlement des centrales. Sans parler de l'extraction de l'uranium en Afrique, où les populations locales exploitées, les sols pollués, et les dictateurs corrompus, sont l'apanage de l'industrie nucléaire française.

À l'heure où il semblerait que le temps soit venu de se débarrasser de ces centrales pour laisser la place à des énergies renouvelables, EDF fait de la résistance, et continue sa fuite en avant : super endettée, elle se lance désespérément dans de nouvelles constructions de centrales, notamment en Angleterre. Le projet de Hinkley Point représente un tel danger financier que le directeur financier d'EDF a démissionné, refusant d'assumer cette aberration économique. Il faut dire que, de service public, EDF est devenue petit à petit privée, et destinée à fournir des profits à tout prix à ses actionnaires. Quel que soit le coût humain et social. Tout en sachant qu'elle sera de toute façon renflouée par l'État, c'est-à-dire par le contribuable. Un contexte qui rend encore plus dangereuse la continuation de l'utilisation de cette énergie nucléaire aux mains des capitalistes. L'emploi massif de la sous-traitance, la recherche du profit maximum, la prolongation des vieilles centrales obsolètes, ce cocktail est plutôt détonnant et rend de plus en plus probable une catastrophe annoncée.

Et ce n'est pas le discours de Macron sur sa stratégie sur le climat pour les

dix prochaines années qui peut nous rendre optimistes, car pour le gouvernement, pas question de se passer de l'énergie nucléaire. Il garde tout à fait ouverte la porte pour la construction de nouveaux EPR. Quant aux fermetures de centrales, il ne parle que de celle de Fessenheim d'ici la fin du quinquennat, alors qu'elle était déjà prévue en 2015 sous Hollande ! Les autres éventuelles fermetures sont repoussées à la Saint-Glinglin, à raison d'une tranche par an à partir de 2025, conduisant à 14 fermetures d'ici 2035. Car pour Macron, le nucléaire reste une « piste prometteuse ». En 2035, la plus grosse partie du parc nucléaire aura plus de 49 ans, et EDF parle d'aller jusqu'à 60 ans. Alors qu'il n'existe aucun retour d'expérience sur des centrales de plus de 50 ans. Et que les piscines de la Hague, qui stockent les déchets nucléaires, sont sur le point de déborder.

FLAMANVILLE : RETARDS, SURCÔÛTS ET DISSIMULATION DE DÉFAUTS

Le mauvais feuilleton de la centrale dernière génération, EPR, de Flamanville, n'en finit pas. Prévue pour une mise en service en 2012 et un coût de 3,3 milliards d'euros, elle ne fonctionne toujours pas. Par contre, les plafonds de coût ont été explosés, puisqu'on parle maintenant de 11 milliards, soit quasiment 4 fois plus que prévu initialement, et une hypothétique mise en service au mieux en 2020. Les incidents, malfaçons, défauts de fabrication, se sont multipliés au fil des ans.

À chaque fois, EDF et Areva, devenue Orano, pour faire oublier les scandales liés à Areva, ont essayé de cacher les problèmes rencontrés. L'au-

torité de contrôle, l'ASN, a repoussé à plusieurs reprises son autorisation d'ouverture au vu des défauts majeurs observés : problèmes sur le socle du futur réacteur, fissures dans la dalle. Puis, ce sont des anomalies découvertes sur des pièces du réacteur qui repoussent la date de démarrage à fin 2018. Nous y sommes, et d'autres défauts de conception ont été découverts sur la cuve et sur les soudures du circuit secondaire. La plupart des soudures ne respectent ni la norme d'EDF, ni même la réglementation exigée pour les équipements nucléaires sous pression. Le groupe doit reprendre 53 soudures, sachant qu'une seule soudure représente au moins 8 semaines de travail. C'est pourquoi l'ouverture de l'EPR est repoussée en 2020 au mieux.

Plus grave encore, la cuve du réacteur présente un réel danger : une concentration de carbone trop importante, de 50% supérieure à la norme, qui met en péril la résistance de l'ensemble. Car une concentration excessive de carbone rend l'acier fragile, cassant, susceptible de multiples fissures en cas de sollicitations excessives. Et bien entendu, affirment les experts, les sollicitations thermiques ou mécaniques sont infinies, au cœur d'un réacteur nucléaire. Manifestement, le procédé de fabrication est mauvais, et EDF et Areva, qui le savaient depuis des années, n'ont rien dit. Pire, l'usine du Creusot, où cette cuve a été fabriquée, a falsifié des rapports afin de livrer une cuve défectueuse.

Quand on sait que dans un réacteur nucléaire, la cuve est un élément essentiel, car elle contient les emballages combustible donnant lieu à la

réaction de fission nucléaire, il y a du souci à se faire. Il s'agit d'une barrière de défense destinée à empêcher le relâchement de radioactivité à l'extérieur en cas d'accident. Mais l'ASN, sous pression, a finalement décidé, le 10 octobre dernier, de donner un avis favorable à la cuve de l'EPR de Flamanville. À condition que celle-ci fasse l'objet de contrôles suivis. Et compte tenu des difficultés, voire des impossibilités, de contrôler le couvercle, l'ASN n'autorise sa mise en service que jusqu'en 2024. Des membres de cette même autorité de contrôle sont inquiets : cela veut dire que « pendant 6 ans l'EPR fonctionnerait avec un couvercle défectueux et non contrôlé », s'inquiètent-ils. Le feuilleton n'est donc pas terminé.

LE CHOIX DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE : EDF ET LES POUVOIRS PUBLICS PERSISTENT ET SIGNENT...

L'énergie nucléaire représente en France 75 % de la production d'électricité, contre 10 % en moyenne dans le monde. C'est le fruit des choix faits par l'État dans les années 1970, qui étaient de favoriser cette technique au nom de l'indépendance énergétique de la France, passant pudiquement sous silence le fait qu'il n'y a pas d'uranium en France... et qu'il est extrait principalement au Niger. Ce choix a offert pendant des décennies un marché aux rois du BTP et à toute la filière nucléaire, qui va de la construction et la maintenance des réacteurs au traitement du combustible et des déchets.

Énergie dangereuse par nature, le nucléaire l'est encore plus aux mains des industriels, mus essentiellement par la recherche du profit. Fukushima a démontré l'irresponsabilité d'une entreprise privée comme Tepco, prête à falsifier des rapports, avec la complicité des autorités, pour ne pas amputer ses profits. En France, même si l'État reste son actionnaire majori-

taire, EDF fonctionne avec la même logique de rentabilité, supprimant des emplois pour dégager des profits. Elle a recours à la sous-traitance et exploite les « nomades du nucléaire », qui subissent l'essentiel des radiations lors de la maintenance des installations.

Et depuis le début du nucléaire, opacité et mensonge ont été la règle de la filière.

... MALGRÉ UN GOUFFRE FINANCIER À L'ÉTRANGER

La saga de l'EPR finlandais touche à

même lorsque EDF construisait des réacteurs en série, le groupe n'est parvenu à achever un chantier en cinq ans. Sans parler des conditions financières qui mettent en jeu les fonds propres d'EDF. Au point que jamais le groupe n'avait connu une telle révolte interne : le directeur financier a démissionné, refusant de cautionner ce désastre annoncé, syndicats, ingénieurEs et salariéEs ont multiplié les mises en garde pour suspendre le projet, au moins le temps que Flamanville démarre, ce qui n'est pas encore pour demain. Il est probable

que l'entêtement des dirigeants du groupe et de Macron tienne à la volonté de cacher le désastre industriel et financier de l'ensemble de la filière nucléaire.

Déjà, les premières évaluations des équipes d'EDF montrent que la plupart des prévisions étaient erronées. Le



Vue d'ensemble de l'EPR de Flamanville. DR.

sa fin. Au fil des déboires et des retards, le coût en a été multiplié par 5 ! Areva s'est acquittée de 450 millions d'euros pour solder son litige dû à son énorme retard. Ce fiasco, entre autres choses, a contribué à mettre Areva en quasi-faillite et le groupe a dû être sauvé par l'État, c'est-à-dire par le contribuable.

Cela n'empêche pas EDF de continuer sa fuite en avant, avec le contrat de Hinkley Point en Angleterre. Malgré de nombreuses réticences sur le non-sens de ce projet, les mises en garde multiples des ingénieurEs et salariéEs du groupe, Macron, alors ministre de l'Économie, a pesé de tout son poids, y compris auprès d'un François Hollande assez réticent, pour imposer ce projet de deux EPR. Un projet aventuriste techniquement et financièrement. L'EPR de Flamanville n'a encore jamais fonctionné, et le calendrier de construction, cinq ans, est totalement irréaliste. Jamais,

surcoût sera gigantesque, tout comme le retard. Et, selon l'avis de plusieurs experts, il n'est même pas assuré que l'EPR puisse être rentable. Avec tous les surcoûts ajoutés au fil des ans, le prix de production du mégawatt-heure étant désormais aussi élevé que celui des énergies renouvelables....

EPR : PERFORMANCE EN FRAUDES À LA LÉGISLATION DU TRAVAIL, SOUS-TRAITANCE

S'il fallait un exemple pour démontrer que la course au profit est la motivation essentielle d'EDF, le maître d'ouvrage, d'Areva, concepteur et fournisseur du réacteur, et de Bouygues, pour le béton, celui de l'EPR de Flamanville est parlant. En 2011, suite à la mort d'un ouvrier sur le chantier, l'ASN s'est penchée sur les conditions



de travail. Et ce qu'elle a trouvé est consternant : dissimulation des accidents et travail illégal règnent en maître. Le tribunal de Cherbourg a été saisi. « *L'EPR de Flamanville pourrait être un cas d'école pour les fraudes en matière de droit du travail* », déclarait ainsi un des inspecteurs.

Depuis une trentaine d'années, le recours à la sous-traitance par EDF ne cesse en effet d'augmenter. Les objectifs sont de limiter les coûts en mettant ces sous-traitants en concurrence et, surtout, en employant des salariés qui ne bénéficient pas du statut d'EDF. Ce système permet aussi de truquer les statistiques sur les risques encourus par les travailleurEs du nucléaire car les études de santé rassurantes portent le plus souvent sur les employéEs fixes et non sur cette main-d'œuvre volatile. Ce sont elles et eux qui effectuent des tâches de maintenance, nettoyage, et réparations diverses, souvent les plus dangereuses. Ce n'est pas pour rien qu'on les appelle « viande à rems ». Des témoignages récurrents venant de diverses centrales expliquent que la société sous-traitante change le badge de l'ouvrier qui a dépassé la dose admise, pour échapper au contrôle. Le recours massif à la sous-traitance ne fait pas courir de risques aux seulEs travailleurEs du domaine, mais également à la sécurité générale des centrales. La sous-traitance en cascade, avec une pression maximale sur les coûts, fait que des travaux sont forcément vite faits et mal faits. Cette sous-traitance incontrôlée apparaît comme une des causes les plus importantes d'accident.

LE COÛT DE DÉMANTÈLEMENT LARGEMENT SOUS-ÉVALUÉ

Cela va coûter cher, très cher ou très très cher, questionne un journaliste de l'Obs, à la suite d'un rapport parlementaire sorti en février, où il apparaît clairement qu'EDF minimise, comme à son habitude, les coûts. « *Les hypothèses optimistes sur lesquelles EDF a bâti des prévisions, de même qu'un certain nombre de dé-*



penses lourdes négligées, conduisent à s'interroger sur la validité des prévisions » de l'énergéticien, pointe ainsi diplomatiquement le document. En tout cas, les provisions d'EDF pour le démantèlement sont pour le moins maigrelettes : 350 millions environ alors que les autres exploitants européens de centrales mettent de côté entre 900 millions et 1,3 milliard d'euros par réacteur à démanteler. Les coûts de démantèlement sont deux fois plus élevés aux États-Unis et jusqu'à trois fois plus en Allemagne !

ORANO (EX-AREVA) ET SES DÉGÂTS HUMAINS, ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS

Orano tire l'essentiel de son uranium (40 %) au Niger, un des pays les plus pauvres de la planète, qui, comme de nombreux autres pays possesseurs de ressources précieuses, n'en profite pas. SeulEs 16 % des habitantEs y ont accès à l'électricité. Renégocié en 2014, le contrat entre Areva et le Niger semble, selon des ONG, plus défavorable qu'auparavant. Les chiffres publiés montrent que les revenus de l'uranium ont chuté de 15 millions d'euros entre 2014 et 2015. Il faut savoir que les filiales d'Orano bénéficient de nombreux avantages fis-

caux : exemptions sur les droits de douane, exonération de TVA ou encore exonération sur les taxes sur les carburants. Ce qui leur permet au final d'échapper quasiment à l'impôt. Qui plus est, comme l'a montré un remarquable documentaire¹ et un film, *Colère dans le vent*, d'Amina Weira, la population locale est contaminée par les activités de la mine : difficultés respiratoires, cancers, malformations d'enfants. L'eau est empoisonnée, les maisons construites avec la terre des mines, la nourriture est contaminée et le bétail se meurt. La réalisatrice reproche à Orano d'avoir accaparé les richesses du pays, sans prévenir les travailleurEs des risques, tablant sur l'ignorance des populations. Des accords secrets, négociés en son temps par Jacques Foccart, l'un des pères de la Françafrique, ont permis à la France de se targuer de son « indépendance énergétique », basée sur l'exploitation du sous-sol africain, au prix d'ailleurs d'ingérences politiques et de conséquences environnementales et sanitaires catastrophiques.

On pourrait également parler du scandale de l'achat d'UraMin par Areva en 2007, qui a probablement donné lieu au versement de rétro-commissions et de malversations, pour lesquelles cer-

tains cadres d'Areva ont été mis en examen. Lorsqu'on sait que les noms de Balkany et Sarkozy apparaissent dans l'affaire, ainsi que des noms de banques situées dans des paradis fiscaux, on sent bien qu'il s'agit encore d'une affaire de la Françafrique. L'ancien agent des services secrets français, Vincent Crouzet, a écrit un ouvrage² (que la direction d'Areva a essayé en vain de faire interdire) pour rappeler les conditions de cette transaction, dans laquelle Areva a investi à perte près de 2 milliards d'euros, à l'origine en grande partie de ses difficultés financières. L'affaire : trois gisements inexploitable ont été achetés pour près de 40 millions de dollars par des hommes d'affaires britanniques et canadiens, et revendus 15 mois plus tard pour 2,490 milliards de dollars (1,8 milliard d'euros) à Areva. C'est donc de l'argent public (l'État détient 87% du capital), qui s'est évaporé dans la nature. Cette fuite est en grande partie à l'origine des difficultés financières d'Areva, renflouée par l'État à hauteur de 4,5 milliards. Deux informations judiciaires sont en cours, mais peinent à déboucher sur quoi que ce soit.

L'ÉTAT CONTINUE DE SOUTENIR LE NUCLÉAIRE ENVERS ET CONTRE TOUT

S'il fallait un exemple de cet entêtement, l'usine d'hydroliennes de Cherbourg pourrait en être une bonne illustration. En juillet 2018, le projet de déploiement de sept hydroliennes au large de Cherbourg est mort né. Naval Energies, filiale de Naval Group, détenue à 60% par l'État, a annoncé l'arrêt de ses investissements dans cette technologie. Une usine de 5500m² flambant neuve avait pourtant été inaugurée le 14 juin, juste un mois auparavant. Mais faute de soutien public, elle n'ouvrira pas. De l'argent des collectivités avait pourtant été insufflé dans le projet : 900 000 euros des collectivités locales, 100 millions pour le port. La raison ? Les pouvoirs publics s'étaient engagés par contrat sur un prix de rachat de l'électricité produite, et maintenant ils trouvent que cela coûte trop cher. Ils prétendent aussi qu'il n'y aurait pas assez de débouchés. Malgré des commandes fermes signées avec le Canada et le Japon...

Il y a donc loin des déclarations volontaires pour développer les énergies

renouvelables et alternatives au nucléaire à la réalité. Le solaire n'est plus soutenu, et du coup, ne se développe pas. L'éolien en mer a été décidé il y a dix ans, mais on ne voit toujours rien venir. Notons que la France est le pays d'Europe qui possède le plus grand nombre de kilomètres de côtes, et pourrait donc développer sans problème ces techniques. Par exemple, le Danemark possède 506 éoliennes, le Royaume-Uni 1753, et l'Allemagne 1169. Et là, de nouveau, le gouvernement renonce à l'émergence d'une nouvelle filière industrielle, concurrente du nucléaire. Et c'est peut-être ici que le bât blesse : la volonté de construire six EPR à partir de 2025 semble indiquer le chemin que le gouvernement, sous la pression des lobbys du nucléaire, a décidé d'adopter. Sortir du nucléaire, développer les énergies propres et renouvelables, semble plus que jamais urgent dans la période actuelle. □

(1) Niger, la bataille de l'uranium : https://www.youtube.com/watch?v=EMjmb_vUgws

(2) Vincent Crouzet, Une affaire atomique : UraMin/ Areva, l'hallucinante saga d'un scandale d'État, Robert Laffont, 2017.



À propos du mouvement des Gilets jaunes

Le texte ci-dessous a été élaboré à partir des notes du Comité exécutif du NPA depuis le début de la mobilisation des Gilets jaunes. Une introduction à un « dossier » dans lequel nous avons choisi de compiler diverses contributions venues de l'extérieur de nos rangs. Nous reviendrons bien évidemment, dans le prochain numéro de l'Anticapitaliste mensuel, sur une mobilisation qui ne semble pas près de s'éteindre et qui, quel qu'en soit le dénouement, laissera des traces durables.

UN FAIT SOCIAL MAJEUR

Le mouvement des Gilets jaunes est un fait politique et social majeur. Ont fait irruption, sur la scène de la contestation des politiques gouvernementales, des fractions des catégories populaires peu habituées à se mobiliser et à revendiquer dans l'espace public. La carte des mobilisations, les discours portés par les Gilets jaunes, les mots d'ordre les plus diffusés... témoignent d'une colère contre une politique perçue comme injuste, doublée d'un sentiment (légitime) de relégation territoriale, lié notamment à l'augmentation des distances à parcourir pour aller ou boulot, accéder aux services publics ou... faire ses courses. C'est la combinaison de ces phénomènes qui explique le rôle d'étincelle fédératrice qu'a pu jouer l'augmentation de la taxation des carburants, un poste de dépense de plus en plus conséquent, a fortiori dans des zones pas ou mal desservies par les transports en commun.

Selon la description faite par Benoît Coquard dans une interview publiée sur le site de la revue *Contretemps*, les Gilets jaunes se concentrent très majoritairement au sein d'un spectre allant « des classes populaires aux classes intermédiaires plutôt peu diplômées et exerçant des métiers manuels ». Cette description s'oppose aux lectures exclusivement « territoriales » de la mobilisation, qui voudraient opposer une « France des villes » à une « France périphérique », oubliant qu'une partie importante des actions et mobilisations se concentrent dans des zones urbanisées. Il importe donc de prendre en compte et de souligner que les composantes sociales et territoriales de la mobilisation, sans se confondre, sont inextricablement liées. Le mouvement des Gilets jaunes, s'il témoigne d'une certaine hétérogénéité sociale et qu'il regroupe des catégories peu habituées à se mobiliser, est indiscutablement un mouvement d'une fraction de notre classe.

UN FAIT POLITIQUE

La soudaineté de cette irruption, ainsi que les formes que la mobilisation a pu prendre, à l'écart des organisations du mouvement ouvrier, voire avec une certaine hostilité à leur égard, confirment ce que nous analysons depuis plusieurs années. Le rapport de forces global est dégradé, en défaveur de notre camp social. La situation est marquée par un recul et une paralysie des organisations traditionnelles, et par un affaiblissement de l'identité de classe (entendue comme une condition et une force collectives). Toutefois, cette dégradation n'hypothèque en rien la possibilité d'explosions, dans un contexte de crise et de gestion néolibérale de cette crise, génératrice de toujours plus de pauvreté, d'inégalités, de précarité et de peur du déclassement. Les Gilets jaunes, mouvement venu d'en bas, dont la radicalité n'est plus à démontrer, mais qui a pris de court l'ensemble du mouvement ouvrier – y compris le NPA –, est une expression de cette situation contradictoire, et donc des difficultés et des potentialités de la période.

Fait social majeur, le mouvement des Gilets jaunes est également un fait politique. Il a en effet rapidement obligé l'ensemble des organisations à se positionner – nous y reviendrons, et a contraint le gouvernement à réagir, même s'il semble avoir mis du temps à mesurer l'ampleur de la crise. Mais face à la mobilisation, et ce malgré ses postures martiales, le gouvernement n'a toujours pas réussi à reprendre la main. Les annonces de Macron fin décembre et l'organisation du « Grand débat national » n'ont pas suffi à éteindre le mouvement et ont même, dans certains secteurs des Gilets jaunes, contribué à la nourrir, voire à le radicaliser. Les signes d'instabilité aux sommets de l'État sont toujours là, le dernier en date étant le retrait de Chantal Jouanno du pilotage du « Grand débat ». La coupure entre les élites politico-médiatiques de la

Macronie et les classes populaires est de plus en plus flagrante, et la dynamique d'érosion de la légitimité du gouvernement se poursuit, qui empêche – et l'on ne peut que s'en féliciter – tout retour au calme.

FUITE EN AVANT AUTORITAIRE

L'un des signes les plus palpables de cette érosion est la remise en question de la légitimité de la violence des forces de répression, à une échelle qui dépasse de très loin les cercles habituels. Des dizaines de milliers de personnes ont fait l'expérience de la brutalité des policiers et des gendarmes, tandis que des centaines de milliers d'autres ont vu circuler des images de ces violences et de leurs conséquences, et mesuré leur caractère féroce et injustifiable. Dans le même temps, la popularité maintenue du mouvement des GJ, malgré la mise en scène dramatique des violences commises lors des manifestations et les injonctions gouvernementales, témoigne elle aussi d'un changement notable d'atmosphère, sans même parler de l'élan de sympathie autour du boxeur, dont la vidéo a été largement relayée et a fait des millions de vues sur internet.

La fuite en avant autoritaire, dont il ne faut pas sous-estimer la dangerosité, est, à ce titre, l'expression paradoxale de l'inquiétude qui règne dans les cercles du pouvoir. Insister à ce point sur la nécessité de « réaffirmer l'autorité de l'État » représente en effet un aveu de... perte d'autorité. On n'avait pas vu, depuis longtemps, autant de responsables politiques et d'« intellectuels » invoquer la légitimité de la violence des forces dites « de l'ordre » et condamner – par principe – les violences commises par des personnes n'étant pas dûment mandatées par l'État pour les exécuter. Les récentes déclarations d'Édouard Philippe s'inscrivent dans cette dynamique, mais le ton martial et les annonces de renforcement

des dispositifs liberticides dissimulent mal une certaine fébrilité.

UNE MOBILISATION QUI SE CHERCHE

Le mouvement des Gilets jaunes se poursuit, et a déjoué les pronostics d'« essoufflement » formulés lors de la période des fêtes. Les journées des samedi 5 et 12 janvier ont ainsi confirmé la persistance de la mobilisation, avec des actions et des manifestations aux quatre coins du pays, avec certes des disparités en fonction des régions et des villes. À noter également les manifestations des femmes Gilets jaunes qui ont constitué, malgré les préjugés véhiculés dans beaucoup d'endroits – ce qui n'a rien d'étonnant dans un mouvement de cette nature –, une nouvelle dimension de la mobilisation.

Autant d'éléments qui indiquent que le mouvement évolue, se transforme, se cherche, ce dont témoignent également les diverses tentatives de structuration, de la constitution d'associations à l'appel de Commercy en passant par la multiplication des AG et réunions diverses, commissions de travail et/ou d'action, etc. Dans certaines villes, des démarches sont effectuées en direction des syndicats (demandes de rencontres, délégations dans les bourses du travail), et de premières assemblées générales ont lieu en Région parisienne. On relève également des appels à se saisir des « cahiers de doléances » mis en place par les maires, pour qu'ils soient le lieu d'expression des revendications des GJ.

Le mouvement n'en a pas pour autant effectué de sauf quantitatif... ni qualitatif. Les contradictions de la mobilisation des GJ sont toujours là : volonté de bloquer le pays sans poser la question de la grève ; volonté d'améliorer le « pouvoir d'achat » sans revendication nette sur les salaires et sans s'en prendre directement au patronat ; aspirations démocratiques (notamment le RIC), concernant donc les modalités d'exercice du pouvoir politique, tout en revendiquant un « apolitisme » ; évocation de l'idée de « révolution », du besoin d'un changement radical, sans remise en cause du système capitaliste. Une situation dans laquelle le mouvement ouvrier a ses responsabilités : social-libéralisation de la gauche, intégration des syndicats, stratégies de mobilisation perdantes... Le mouvement des GJ continue d'exprimer les contradictions entre, d'une part, une situation sociale explosive et, d'autre part, un rapport de forces dégradé en défaveur des classes populaires et une crise du mouvement ouvrier.

LES ORGANISATIONS DU MOUVEMENT OUVRIER EN-DESSOUS DE TOUT

Face à cette situation de crise, riche d'op-

portunités, comme en témoigne par exemple le développement du mouvement des « Stylos rouges », non dénué là encore de contradictions, les organisations du mouvement ouvrier sont, à de rares exceptions près, en-dessous de tout. On ne parlera pas de la CFDT, qui joue à fond la carte du « grand débat », mais des autres confédérations, au premier rang desquelles la CGT, qui non seulement refusent de soutenir nationalement le mouvement des GJ (alors que localement, des militantEs, voire des structures, y sont investis), mais refusent en outre de se saisir de la situation pour appeler à une journée nationale de grève pour les salaires. À l'exception de Solidaires, qui a appelé, début janvier, à se joindre nationalement, chaque samedi, aux mobilisations des Gilets jaunes, les confédérations ont choisi une stratégie catastrophique, qui risque en outre de creuser encore un peu plus le fossé entre GJ et mouvement syndical. Dans la CGT et dans Solidaires, de nombreuses voix s'élèvent pour pousser à construire la mobilisation et faire le lien avec les lieux de travail, malgré les difficultés, avec la perception que rater le coche se paiera très cher pour ces organisations.

Du côté des organisations politiques, la FI fait preuve d'un opportunisme qui la conduit à se dissoudre dans le mouvement et à proposer des débouchés institutionnels (dissolution de l'Assemblée) sans s'engager dans la construction d'un rapport de forces réel avec le pouvoir, une mobilisation de masse. Le PCF a accompagné verbalement le mouvement sans appeler, en tant que force politique, à s'y joindre – sans même parler de l'extension de la mobilisation et de la construction de convergences –, et articule l'essentiel de son discours autour, là encore, de réponses institutionnelles : RIC et appels du pied aux GJ en vue des élections européennes. LO participe au mouvement, depuis le début, mais seulement à la base, en l'encourageant, mais sans y défendre de politique propre.

LA POLITIQUE DU NPA

Notre intervention s'articule autour de trois principaux axes :

- S'investir loyalement, partout où cela est possible, dans la construction du mouvement des GJ, sans remiser nos critiques et nos propositions, qu'elles soient idéologiques (revendications, démarcation nette vis-à-vis de l'extrême droite, etc.) ou tactiques/stratégiques (auto-organisation, question de la grève, convergences avec le mouvement ouvrier, etc.) ;
- Défendre, dans nos structures d'intervention, en particulier les syndicats, la nécessité de s'investir dans le mouvement :



blocages, AG, manifestations du samedi. Il s'agit plus largement de tenter de faire le lien entre le mouvement ouvrier organisé et les Gilets jaunes, ce qui passe également par le fait de mettre en avant, dans chaque secteur, des revendications spécifiques faisant ce lien ;

- Continuer de s'adresser aux autres forces de la gauche sociale et politique pour construire des cadres de front unique, même partiels, en soutien au mouvement des GJ et en opposition à la répression.

Une place particulière doit être accordée à cette dernière question. La violence des flics, la tonalité martiale du pouvoir, la perspective d'une nouvelle loi « anticasseurs » sont en effet préoccupantes. Pour le mouvement des GJ bien sûr, mais plus largement pour l'ensemble du mouvement social : la liberté de manifester est de plus en plus remise en cause, participer à des manifestations devient un exercice de plus en plus risqué. Ce sont les conditions même de l'action politique et de notre militantisme qui sont en train d'être bouleversées.

La question clé demeure l'unification de la mobilisation : faire se rejoindre les différentes strates du prolétariat que représentent, d'une part, les Gilets jaunes et, d'autre part, le mouvement ouvrier organisé. Pour cette raison, nous avançons la nécessité d'une grève générale sur les salaires et contre Macron. Nous expliquons qu'augmenter les salaires en fonction de l'évolution des prix, et gagner dès maintenant 300 vrais euros pour touTEs, c'est la meilleure façon de résoudre la question du pouvoir d'achat. Nous affirmons en outre qu'on ne peut pas faire confiance à Macron, son gouvernement et les politiciens professionnels, qu'il faut les dégager, et que nous ne pouvons faire confiance qu'au monde du travail mobilisé, aux classes populaires seules à même de prendre les décisions pour la majorité, et avançons des revendications démocratiques comme la révocabilité, la limitation du salaire des élus, etc. Enfin, nous défendons l'idée qu'une grève générale est le seul moyen pour changer le rapport de forces, imposer de nouvelles politiques pour les services publics, la démocratie, l'écologie. □

« Chaque personne qui insultait un Gilet jaune insultait mon père »

PAR ÉDOUARD LOUIS

Nous reproduisons, avec l'aimable autorisation de son auteur, un texte publié par l'écrivain Édouard Louis au mois de décembre, en réaction aux discours dominants sur le mouvement des Gilets Jaunes.

Depuis quelques jours j'essaye d'écrire un texte sur et pour les Gilets jaunes, mais je n'y arrive pas. Quelque chose dans l'extrême violence et le mépris de classe qui s'abattent sur ce mouvement me paralyse, parce que, d'une certaine façon, je me sens personnellement visé.

J'ai du mal à décrire le choc que j'ai ressenti quand j'ai vu apparaître les premières images des Gilets jaunes. Je voyais sur les photos qui accompagnaient les articles des corps qui n'apparaissent presque jamais dans l'espace public et médiatique, des corps souffrants, ravagés par le travail, par la fatigue, par la faim, par l'humiliation permanente des dominants à l'égard des dominés, par l'exclusion sociale et géographique, je voyais des corps fatigués, des mains fatiguées, des dos broyés, des regards épuisés.

« PHÉNOMÈNE HABITUEL DE PERCEPTION DIFFÉRENTIELLE DE LA VIOLENCE »

La raison de mon bouleversement,

c'était bien sûr ma détestation de la violence du monde social et des inégalités, mais aussi, et peut-être avant tout, parce que ces corps que je voyais sur les photos ressemblaient aux corps de mon père, de mon frère, de ma tante... Ils ressemblaient aux corps de ma famille, des habitants du village où j'ai vécu pendant mon enfance, de ces gens à la santé dévastée par la misère et la pauvreté, et qui justement répétaient toujours, tous les jours de mon enfance : « *Nous on ne compte pour personne, personne ne parle de nous* ». D'où le fait que je me sentais personnellement visé par le mépris et la violence de la bourgeoisie qui se sont immédiatement abattus sur ce mouvement. Parce que, en moi, pour moi, chaque personne qui insultait un gilet jaune insultait mon père.

Tout de suite, dès la naissance de ce mouvement, nous avons vu dans les médias des « experts » et des « politiques » diminuer, condamner, se moquer des Gilets jaunes et de la révolte qu'ils incarnent. Je voyais défiler sur

les réseaux sociaux les mots « barbares », « abrutis », « ploucs », « irresponsables ». Les médias parlaient de la « grogne » des gilets jaunes : les classes populaires ne se révoltent pas, non, elles grognent, comme des bêtes. J'entendais parler de la « violence de ce mouvement » quand une voiture était brûlée ou une vitrine cassée, une statue dégradée. Phénomène habituel de perception différentielle de la violence : une grande partie du monde politique et médiatique voudrait nous faire croire que la violence, ce n'est pas les milliers de vie détruites et réduites à la misère par la politique, mais quelques voitures brûlées. Il faut vraiment n'avoir jamais connu la misère pour pouvoir penser qu'un tag sur un monument historique est plus grave que l'impossibilité de se soigner, de vivre, de se nourrir ou de nourrir sa famille.

Les gilets jaunes parlent de faim, de précarité, de vie et de mort. Les « politiques » et une partie des journalistes répondent : « *Des symboles de*



notre République ont été dégradés ». Mais de quoi parlent ces gens ? Comment osent-ils ? D'où viennent-ils ? Les médias parlent aussi du racisme et de l'homophobie chez les gilets jaunes. De qui se moquent-ils ? Je ne veux pas parler de mes livres, mais il est intéressant de noter que chaque fois que j'ai publié un roman, j'ai été accusé de stigmatiser la France pauvre et rurale justement parce que j'évoquais l'homophobie et le racisme présents dans le village de mon enfance. Des journalistes qui n'avaient jamais rien fait pour les classes populaires s'indignaient et se mettaient tout à coup à jouer les défenseurs des classes populaires.

« LES CLASSES POPULAIRES REPRÉSENTENT LA CLASSE-OBJET PAR EXCELLENCE »

Pour les dominants, les classes populaires représentent la classe-objet par excellence, pour reprendre l'expression de Pierre Bourdieu ; objet manipulable du discours : de bons pauvres authentiques un jour, des racistes et des homophobes le lendemain. Dans les deux cas, la volonté sous-jacente est la même : empêcher l'émergence d'une parole des classes populaires, sur les classes populaires. Tant pis s'il faut se contredire du jour au lendemain, pourvu qu'ils se taisent.

Bien sûr, il y a eu des propos et des gestes homophobes et racistes au sein des gilets jaunes, mais depuis quand

ces médias et ces « politiques » se soucient du racisme et de l'homophobie ? Depuis quand ? Qu'est-ce qu'ils ont fait contre le racisme ? Est-ce qu'ils utilisent le pouvoir dont ils disposent pour parler d'Adama Traoré et du comité Adama ? Est-ce qu'ils parlent des violences policières qui s'abattent tous les jours sur les Noirs et les Arabes en France ? Est-ce qu'ils n'ont pas donné une tribune à Frigide Barjot et à Monseigneur je-ne-sais-plus-combien au moment du mariage pour tous, et, en faisant cela, est-ce qu'ils n'ont pas rendu l'homophobie possible et normale sur les plateaux de télé ?

Quand les classes dominantes et certains médias parlent d'homophobie et de racisme dans le mouvement des gilets jaunes, ils ne parlent ni d'homophobie ni de racisme. Ils disent : « *Pauvres, taisez-vous !* » Par ailleurs, le mouvement des Gilets jaunes est encore un mouvement à construire, son langage n'est pas encore fixé : s'il existe de l'homophobie ou du racisme parmi les gilets jaunes, c'est notre responsabilité de transformer ce langage. Il y a différentes manières de dire : « *Je souffre* ». Un mouvement social, c'est précisément ce moment où s'ouvre la possibilité que ceux qui souffrent ne disent plus « *Je souffre à cause de l'immigration et de ma voisine qui touche des aides sociales* », mais « *Je souffre à cause de celles et ceux qui gouvernent. Je souffre à cause du système de classe, à cause d'Emmanuel Macron et*

Édouard Philippe ». Le mouvement social, c'est un moment de subversion du langage, un moment où les vieux langages peuvent vaciller. C'est ce qui se passe aujourd'hui : on assiste depuis quelques jours à une reformulation du vocabulaire des Gilets jaunes. On entendait uniquement parler au début de l'essence, et parfois des mots déplaisants apparaissaient, comme « les assistés ». On entend désormais les mots inégalités, augmentation des salaires, injustices.

Ce mouvement doit continuer, parce qu'il incarne quelque chose de juste, d'urgent, de profondément radical, parce que des visages et des voix qui sont d'habitude astreints à l'invisibilité sont enfin visibles et audibles. Le combat ne sera pas facile : on le voit, les gilets jaunes représentent une sorte de test de Rorschach sur une grande partie de la bourgeoisie ; ils les obligent à exprimer leur mépris de classe et leur violence que d'habitude ils n'expriment que de manière détournée, ce mépris qui a détruit tellement de vies autour de moi, qui continue d'en détruire, et de plus en plus, ce mépris qui réduit au silence et qui me paralyse au point de ne pas réussir à écrire le texte que je voudrais écrire, à exprimer ce que je voudrais exprimer.

Mais nous devons gagner : nous sommes nombreuses et nombreux à se dire qu'on ne pourrait pas supporter une défaite de plus pour la gauche, et donc pour celles et ceux qui souffrent. □

Extrait d'une interview d'Édouard Louis accordée à *L'Humanité*

« Je suis né dans les années 1990, et c'est un des premiers mouvements réellement populaires auquel j'assiste en France. J'ai vécu de très importantes mobilisations étudiantes, lycéennes, mais il se passe quelque chose de radicalement inédit avec les gilets jaunes, de profondément juste et radical. Il est crucial de soutenir ce mouvement, d'en faire partie, de le transformer le plus possible. Il y a eu des propos racistes et homophobes de la part des gilets jaunes, mais le mouvement social peut changer ces perceptions. Le mouvement politique, c'est précisément le moment où les personnes se transforment. C'est ce que Sartre avait dit à propos de Mai 68 : il y avait sans doute des ouvriers racistes en 68, comme Claire Etcherelli le décrit dans *Élise ou la vraie vie*, mais justement 68, c'est le moment où, grâce au mouvement social, les ouvriers se rendent compte que les Noirs ou les Arabes pauvres vivent les mêmes difficultés, la même violence qu'eux à beaucoup de niveaux. Le mouvement social est le moment de la reconfiguration des perceptions politiques, comme un moment où le temps s'accélère.

Quand j'étais enfant, les gens autour de moi votaient souvent au premier tour FN, et au deuxième tour, pour la gauche, si le FN était éliminé. Signe que les gens souffraient de la pauvreté, de l'impossibilité de se soigner ou de se nourrir, ils cherchaient les manières de dire « je souffre ». Il y avait une sorte de tension permanente : Est-ce que « je souffre à cause des migrants ? » ou est-ce que « je souffre à cause des politiciens, des gouvernants au pouvoir ? ». Je ne diminue pas l'importance de la violence raciste ou homophobe. J'ai écrit deux livres là-dessus, pendant toute mon enfance on m'a traité de pédé et comme beaucoup de personnes LGBT, mon enfance a été détruite à cause de ça. Mais justement parce que ça existe, la gauche a une responsabilité immense de créer un autre langage, d'autres manières de penser. »

Les Gilets jaunes, l'économie morale et le pouvoir

PAR SAMUEL HAYAT

Nous reproduisons, avec l'aimable autorisation de son auteur, un article publié par l'historien Samuel Hayat, sur son blog (<https://samuelhayat.wordpress.com>), au mois de décembre. Malgré les évolutions qu'a connues le mouvement depuis, l'essentiel de l'analyse de Samuel Hayat nous semble en effet mériter largement d'être versé à la discussion. NB : toutes les notes sont de l'auteur.

Difficile de ne pas être saisi par le mouvement en cours. Tout y est déconcertant, y compris pour qui se fait profession de chercher et d'enseigner la science politique : ses acteurs et actrices, ses modes d'action, ses revendications. Certaines de nos croyances les mieux établies sont mises en cause, notamment celles qui tiennent aux conditions de possibilité et de félicité des mouvements sociaux. D'où sinon la nécessité, du moins l'envie, de mettre à plat quelques réflexions issues de la libre comparaison entre ce que l'on peut voir du mouvement et des connaissances portant sur de tout autres sujets. A côté des recherches sur le mouvement en cours, espérons que l'éclairage indirect que donne la confrontation à d'autres terrains pourra dire quelque chose de différent sur ce qui a lieu.

LA SITUATION

Les images rapportées par les médias comme les déambulations personnelles pendant les événements du 1er décembre ont donné à voir un Paris jamais vu, ni en 1995, ni en 2006, ni 2016, trois moments pourtant où l'espace-temps habituel des mobilisations parisiennes s'était trouvé profondément déformé. Certains ont pu parler d'émeutes ou de situation insurrectionnelle. C'est possible, et pourtant rien ne ressemble à ce qui a pu avoir lieu durant les insurrections de 1830, 1832, 1848 ou 1871. Toutes ces insurrections avaient lieu au quartier, mettant en jeu des sociabilités locales, un tissu relationnel dense permettant aux solidarités populaires de se déployer¹. Mais le 1er décembre, le feu a pris au cœur du Paris bourgeois, dans ce nord-ouest parisien qui n'avait jusqu'ici jamais été vraiment le théâtre de telles opérations. Loin d'être menées par des forces locales, érigeant des barricades

pour délimiter un espace d'autonomie, ces actions ont été le fait de petits groupes mobiles, habitant souvent ailleurs.

Évidemment, les sociabilités locales jouent dans la formation de ces groupes. Il suffit de regarder ailleurs qu'à Paris pour voir la réappropriation collective d'un territoire, la formation de liens durables... Mais le 1er décembre, ces solidarités se sont déplacées dans un espace de manifestation lui-même plutôt habituel : les lieux du pouvoir national. On est là dans un registre tout à fait moderne, n'en déplaise à ceux qui parlent de jacqueries² : c'est bien d'un mouvement national et autonome dont il s'agit, pour reprendre les catégories clés par lesquelles Charles Tilly qualifie le répertoire d'action typique de la modernité. Mais les règles de la manifestation, fixées de longue date (on situe généralement leur formalisation en 1909³), sont ignorées : pas de cortège, pas de responsables légaux, pas de parcours négocié, pas de service d'ordre, pas de tracts, de banderoles, d'autocollants, mais des myriades de slogans personnels inscrits au dos d'un gilet jaune.

Toute la pratique du maintien de l'ordre en est bouleversée, et on a pu voir combien les professionnels de la répression, malgré leur nombre, leur armement, leur entraînement, s'étaient trouvés débordés, incapables d'assurer même leur propre sécurité, sans parler de celle des biens et des personnes. On peut penser que les forces de l'ordre ne vont pas accepter longtemps de se faire ainsi malmené, et les violences policières, déjà très nombreuses, risquent d'encre s'amplifier, comme les appels à l'extension de l'usage de la force, voire à l'état d'urgence. Cet échec du maintien de l'ordre physique est allé de pair avec un échec encore plus complet du maintien de l'ordre symbolique : un président en déplacement pour

un sommet international, un gouvernement inaudible (la rançon à payer pour un pouvoir personnel s'étant entouré de courtisans médiocres⁴ pour qu'aucune ombre n'en affaiblisse l'éclat), le pseudo-parti au pouvoir (LREM) occupé le même jour à élire un nouveau délégué général, comme si de rien n'était.

L'ordre vacillant, la ville était laissée aux manifestantEs, tout était permis, et ce dans un espace incarnant le privilège, d'où des libertés prises avec les normes habituelles d'utilisation de l'espace public. On ne pleurera pas avec les « familles des vitrines », pour reprendre l'expression consacrée ; cependant il faut prendre la mesure de la menace que cette destruction fait peser sur le pouvoir : que le premier samedi de décembre, les quartiers où s'alignent hôtels et commerces de luxe soient l'objet de tels débordements, forçant la fermeture des grands magasins du boulevard Haussmann, constitue un risque économique significatif⁵. Si l'on décentre le regard de la seule capitale, la mobilisation a été grande dans tout le pays, rendant le maintien de l'ordre d'autant plus coûteux, voire impossible. Laisser pourrir la situation jusqu'à Noël, ce qui devait être une tentation pour les autorités avant le 1er décembre, apparaît désormais impossible.

LE TRAVAIL DE MOBILISATION

La sociologie des mouvements sociaux a depuis longtemps dessillé les yeux des croyantEs dans la spontanéité des masses. Derrière tout mouvement social apparemment spontané, on trouve des entreprises de mobilisation, des personnes capables de mettre du capital militant au service de la cause, des ressources matérielles et symboliques ainsi que des compétences souvent acquises dans des luttes précédentes... Pas de

révolution tunisienne sans Gafsa, pas de mouvement 15-M sans Stop expulsions et la Juventud Sin Futuro, pas de Nuit Debout sans mobilisation contre la Loi travail. Mettra-t-on au jour de telles généalogies pour les Gilets jaunes ? Peut-être, mais elles n'auraient qu'un faible pouvoir explicatif : la mobilisation a pris trop vite, et est trop rapidement passée au niveau national, pour pouvoir être interprétée comme le résultat d'un patient travail de mobilisation par des organisations de mouvement social, même informel.

S'il y a bien un travail de représentation du mouvement, qui le fait exister comme mouvement (« les Gilets jaunes »), ce travail est remarquablement décentralisé, passant par les multiples groupes locaux s'organisant par les réseaux sociaux, par l'agrégation médiatique de paroles diverses et par le travail d'interpréta-

heureux et a sûrement été une condition matérielle de l'extension si rapide d'un symbole unique. Mais le choix de passer à l'action, et de le faire avec cette vigueur et cette cohérence, ne saurait être le simple résultat d'un emblème accrocheur, du bon usage des réseaux sociaux, ni d'un mécontentement, fût-il grand et largement partagé. Les mots de mécontentement, de colère, de grogne, sont des paravents qui empêchent de saisir les raisons de la mobilisation – au double sens des causes et des justifications que l'on se donne. Tout l'enjeu est alors de trouver une explication au mouvement qui embrasse à la fois sa forme (sa décentralisation, sa radicalité) et son fond (les revendications).

Les revendications, justement, méritent qu'on s'y attarde. On en sait peu sur la manière dont elle a été composée, mais une liste de 42 revendications a été dif-

est profondément cohérente, et que ce qui lui donne sa cohérence est aussi ce qui a permis à la mobilisation des gilets jaunes de prendre et de durer : elle s'ancre dans ce que l'on peut appeler l'économie morale des classes populaires.

L'ÉCONOMIE MORALE DES GILETS JAUNES

Le concept d'économie morale est bien connu des chercheurEs en sciences sociales⁹. Il a été développé par l'historien E. P. Thompson pour désigner un phénomène fondamental dans les mobilisations populaires au XVIII^e siècle : celles-ci faisaient appel à des conceptions largement partagées sur ce que devait être un bon fonctionnement, au sens moral, de l'économie¹⁰. Tout se passait comme s'il allait de soi que certaines règles devaient être respectées : le prix des marchandises ne



Photothèque rouge/Martin Noda

tion que mènent journalistes, politiques, sociologues⁶. La volonté de donner au mouvement des porte-parole habilités à négocier avec les autorités a échoué (pour le moment). Beaucoup de commentateurs ont glosé sur la supposée incohérence des motifs et des acteurEs ; au contraire, étant donné la fragmentation de sa représentation, l'unité du mouvement est surprenante. Unité d'action, solidarité, consensus apparent sur une série de revendications, unité même de rythme. Le choix du gilet jaune, ce vêtement rendu obligatoire pour touTEs les automobilistes, et qui justement a pour but premier de se rendre visible, est particulièrement

fusée et largement reprise, tant dans les groupes que par les médias⁷. Ces revendications possèdent quelques traits remarquables qui ont déjà été relevés : elles sont majoritairement centrées sur les conditions de vie, bien au-delà de la seule question du prix de l'essence ; elles contiennent des prises de position contre la libre circulation des migrants ; elles proposent des changements institutionnels qui renforcent le contrôle citoyen sur les élus, dont la rémunération se trouverait d'ailleurs ramenée au salaire médian. Cette liste a été qualifiée de « magma de revendications hétéroclite »⁸. Il me semble au contraire qu'elle

devait pas être excessif par rapport à leur coût de production, des normes de réciprocité plutôt que le jeu du marché devaient régler les échanges, etc. Et lorsque ces normes non écrites se trouvaient bafouées ou menacées par l'extension des règles du marché, le peuple se sentait tout à fait dans son droit en se révoltant, souvent à l'initiative de femmes, d'ailleurs. Leur mobile était bien économique, mais pas au sens habituel : ils n'étaient pas mus par des intérêts matériels au sens strict,



mais par des revendications morales sur le fonctionnement de l'économie. On trouve des révoltes similaires en France à la même époque, et même plus tard : les mineurs de la Compagnie d'Anzin, par exemple, la plus grande entreprise française durant une bonne partie du XIXe siècle, se mettaient régulièrement en grève pour rappeler aux patrons les normes qui devaient selon eux organiser le travail et sa rémunération, souvent en référence à un ancien ordre des choses, bref à la coutume¹¹.

La résonance avec le mouvement des Gilets jaunes est frappante. Leur liste de revendications sociales est la formulation de principes économiques essentiellement moraux : il est impératif que les plus fragiles (SDF, handicapés...) soient protégés, que les travailleurEs soient correctement rémunérés, que la solidarité fonctionne, que les services publics soient assurés, que les fraudeurs fiscaux soient punis, et que chacun contribue selon ses moyens, ce que résume parfaitement cette formule : « *Que les GROS payent GROS et que les petits payent petit* ». Cet appel à ce qui peut sembler être du bon sens populaire ne va pas de soi : il s'agit de dire que contre la glorification utilitariste de la politique de l'offre et de la théorie du ruissellement chers aux élites dirigeantes (donner plus à ceux qui ont plus, « aux premiers de cordée », pour attirer les capitaux), l'économie réelle doit être fondée sur des principes moraux. Là est sûrement ce qui donne sa force au mouvement, et son soutien massif dans la population : il articule, sous forme de revendications sociales, des principes d'économie morale que le pouvoir actuel n'a eu de cesse d'attaquer de manière explicite, voire en s'en enorgueillissant. Dès lors, la cohérence du mouvement se comprend mieux, tout comme le fait qu'il ait pu se passer d'organisations centralisées : comme a pu le montrer James Scott, le recours à l'économie morale fait naître une capacité d'agir collective, une *agency*, y compris chez des acteurEs sociaux dépossédés des capitaux habituellement nécessaires à la mobilisation¹².

En effet, l'économie morale n'est pas seulement un ensemble de normes partagées passivement par les classes populaires. Elle est aussi le résultat d'un pacte implicite avec les dominants et s'insère

donc toujours dans des rapports de pouvoir. Déjà, dans les classes populaires du XVIIIe siècle étudiées par E. P. Thompson, cette économie morale avait des traits profondément paternalistes : on attendait des détenteurs du pouvoir qu'ils la garantissent, en échange de quoi l'ordre social dont ils profitaient était globalement accepté. Mais que les dominants rompent ce pacte, et alors les masses pouvaient, par l'émeute, les rappeler à l'ordre. C'est ce que l'on voit dans l'émeute des quatre sous, à Anzin, en 1833 : les mineurs protestent contre la baisse des salaires, mais ils se mettent pour cela sous la protection des anciens patrons, évincés par les capitalistes désormais maîtres de l'entreprise, en chantant « *À bas les Parisiens, vivent les Mathieu d'Anzin !* ». Il est peu dire que les autorités actuelles ont rompu ce pacte implicite, tant par leurs mesures anti-sociales que par leur mépris répété et affiché pour les classes populaires. L'émeute ne vient pas de nulle part, d'un simple mécontentement, ou d'une *agency* populaire indéterminée qui se serait mise spontanément en mouvement : elle est le résultat d'une agression du pouvoir, d'autant plus violente symboliquement qu'elle ne semble pas se reconnaître comme agression. Et le Président de la République, censé représenter le peuple français, est devenu l'incarnation de cette trahison, avec ses petites phrases sur les « gens qui ne sont rien », les conseils pour se payer une chemise ou pour trouver un emploi en traversant la rue. Au lieu d'être le protecteur de l'économie morale, Emmanuel Macron n'a eu de cesse de la malmenier, avec un naturel désarmant, jusqu'à devenir le représentant par excellence des forces qui s'opposent à cette économie morale, c'est-à-dire du capitalisme. Comme il l'a dit pendant la campagne, à propos de l'ISF, « *ce n'est pas injuste parce que c'est plus efficace* » : on ne saurait mieux illustrer la méconnaissance, voire le mépris, pour toute autre norme que celles de la finance. C'est lui qui a rompu le pacte, c'est à lui que s'adresse le charivari national qui se joue en ce moment, et dont on peut penser qu'il ne prendra fin que par une répression sanglante, ou par sa démission.

L'ÉCONOMIE MORALE ET L'ÉMANCIPATION

Si l'on ne peut que souhaiter que ce soit le deuxième terme de l'alternative qui ait lieu, il ne faut pas non plus surestimer les conséquences qu'aurait un tel événement. Les révoltes fondées sur

l'économie morale ne se transforment pas nécessairement en mouvement révolutionnaire, car il suffit que le pacte soit restauré pour que l'émeute s'éteigne. En cela, l'économie morale, si elle révèle la capacité collective du peuple et l'existence d'une marge d'autonomie réelle vis-à-vis des gouvernants, est en tant que telle conservatrice. Par son activation, elle bouleverse temporairement le fonctionnement habituel des institutions, mais ce qu'elle vise, c'est avant tout un retour à l'ordre, pas une transformation révolutionnaire. Il y a là quelque chose de parfois difficile à entendre et à formuler : ce n'est pas parce qu'un mouvement est authentiquement populaire, ancré dans les croyances les plus communément partagées par la grande majorité, qu'il est émancipateur. Pour reprendre les catégories de Claude Grignon et Jean-Claude Passeron, croire que le peuple ne peut agir par lui-même, qu'il est toujours soumis à la domination symbolique, c'est faire preuve de légitimisme et de misérabilisme¹³. Le mouvement des Gilets jaunes, par sa force, sa spontanéité, sa cohérence, son inventivité, offre un démenti flagrant et bienvenu aux approches de cet ordre. Cependant, il ne faudrait pas tomber dans l'excès inverse, que ces auteurs qualifient de populisme, en s'imaginant que parce qu'un mouvement est populaire, cela signifie qu'il est dans le vrai, dans l'authenticité, dans le bien. Il n'est pas tant le signe d'une révolution que d'un sursaut, face à un véritable délabrement des institutions du gouvernement représentatif.

Car ce que révèle aussi le recours à l'économie morale par les Gilets jaunes, c'est l'étendue du désert politique qui s'est installé depuis des décennies. Qu'il ait fallu attendre que le pacte implicite fondamental qui lie gouvernants et gouvernés soit rompu pour qu'il y ait un tel mouvement, alors que depuis des décennies le pouvoir nous matraque de politiques sécuritaires et antisociales, montre bien que les capacités de mobilisation des forces syndicales et politiques se sont réduites à peau de chagrin, ou que les formes que leurs mobilisations empruntent les ont mises dans un état de totale impuissance. Pour le dire clairement, il n'y a rien de réjouissant à ce qu'il ait fallu en arriver là, jusqu'à ce point de rupture, pour que quelque chose ait lieu, et quelque chose qui emprunte à des formes pré-modernes de l'action collective, sous des formes certes

renouvelées. Là est la limite, mais aussi une importante leçon, de la pertinence de la comparaison entre les gilets jaunes et les émeutes relevant de l'économie morale : cette comparaison ne devrait pas être faisable, étant donné l'immense distance censée séparer les conditions politiques entre ces situations, et pourtant elle s'impose à nous avec force. L'économie morale appartient à des époques et des espaces où n'ont pas joué les formes de politisation nationales et idéologisées de la modernité démocratique, reposant sur l'affrontement entre projets politiques et même entre visions du monde opposées. En cela, le mouvement des Gilets jaunes est peut-être d'un autre temps – mais il en dit beaucoup sur notre époque.

Cela a un coût dont il faut prendre la mesure : les mouvements fondés sur l'économie morale s'inscrivent dans le rappel d'une coutume, la soumission à un ordre juste, mais aussi dans le cadre d'une *communauté*. L'économie morale est conservatrice non seulement parce qu'elle rappelle des normes intemporelles, mais aussi parce qu'elle lie entre elles des personnes définies par une commune appartenance. Dès lors, ses potentialités d'exclusion ne sont pas que des scories dont on pourrait aisément se débarrasser : elles sont au cœur du mouvement. Pour ne prendre que l'exemple le plus flagrant, les revendications contre la libre circulation des migrantEs, pour les expulsions d'étrangers, et plus encore pour l'intégration forcée des non-nationaux (« *Vivre en France implique de devenir Français (cours de langue française, cours d'histoire de la France et cours d'éducation civique avec une certification à la fin du parcours)* »), tout ceci est indissociable du mouvement, car c'est la conséquence logique de la mise en œuvre d'une économie morale d'abord communautaire, même si elle peut ensuite être travaillée par le mouvement dans différentes directions. L'économie morale est la proclamation des normes d'une communauté, elle n'étend pas la logique de l'égalité des droits aux étrangers, pas plus qu'elle ne reconnaît les conflits internes, en particulier idéologiques. Ce dernier point éclaire d'un autre jour le refus proclamé des partis : il s'agit certes d'une mise en question du pouvoir des représentants au profit d'une réappropriation populaire de la politique. Mais c'est aussi le refus du caractère partisan de la démocratie, de l'opposition entre



Photothèque rouge/Martin Noda

projets politiques, au profit d'une unité dont on sait bien qu'elle peut aisément se transformer en « *rassemblement haineux autour de la passion de l'Un qui exclut* »¹⁴.

Le détour par ce parallèle historique avec des époques dépassées pourra sembler peu convaincant pour saisir la situation dans son exceptionnalité. Peut-être ne s'agit-il que d'un simple jeu de l'esprit. Mais peut-être est-il au contraire révélateur de certaines caractéristiques fondamentales du mouvement en cours : son unité improbable, son ancrage populaire, son caractère émeutier, mais aussi ses bien réels aspects conservateurs, anti-pluralistes et excluants. Peut-être indique-t-il aussi que l'on n'est qu'au début d'une nouvelle histoire, que les conditions d'une repolitisation sont là, hors du cadre des vieux partis et des vieilles formes de la politique instituées. À Anzin, les mineurs n'en sont pas restés aux grèves s'appuyant sur une économie morale. Au contact des premières forces socialistes et syndicales de la région, ils s'en sont appropriés les idées et les formes, jusqu'à devenir l'un des foyers d'où est sorti l'anarcho-syndicalisme. Certains comités locaux de Gilets jaunes, loin de s'en tenir à une protestation au nom de l'économie morale, en appellent à la formation de comités populaires et à la démocratie directe, c'est-à-dire à une émancipation politique radicale¹⁵. Rien n'est garanti, mais tout est ouvert. □

(1) Laurent Clavier, Louis Hincker et Jacques Rougerie, « Juin 1848. L'insurrection », in *1848 : actes du colloque international du cent cinquantième*, tenu à l'Assemblée nationale à Paris, les 23-25 février 1998, Jean-Luc Mayaud (dir), Paris, Creaphis, 2002, p. 123-140 ; Maurizio Gribaudi, *Paris ville ouvrière : une histoire occultée (1789-1848)*, Paris, La Découverte, 2014 ; Michèle Riot-Sarcey, *Le Procès de la liberté : une histoire souterraine du XIXe siècle en France*, Paris, La Découverte, 2016. Merci à Célia Keren pour sa relecture.

(2) Gérard Noiriel montre bien les enjeux d'une telle qualification : <https://noiriel.wordpress.com/2018/11/21/les-gilets-jaunes-et-les-lecons-de-lhistoire>

(3) Samuel Hayat, « La République, la rue et l'urne », *Pouvoirs*, vol. 116, 2006, p. 31-44.

(4) Écoutons Agnès Buzyn assurer le 1er décembre que « *tous les jours nous agissons pour faire disparaître la colère et la peur* » ou Benjamin Griveaux le lendemain que « *nous ne changerons pas de cap car le cap est le bon* ». (5) https://www.lemonde.fr/economie/article/2018/12/02/gilets-jaunes-nouveau-coup-dur-pour-le-commerce-et-le-tourisme_5391675_3234.html

(6) Là aussi voir <https://noiriel.wordpress.com/2018/11/21/les-gilets-jaunes-et-les-lecons-de-lhistoire/>

(7) Par exemple <https://www.francebleu.fr/infos/societe/document-la-liste-des-revendications-des-gilets-jaunes-1543486527>

(8) https://www liberation.fr/france/2018/12/04/les-gilets-jaunes-un-magma-de-revendications-heteroclitite_1695802

(9) Le thème a déjà été mentionné par plusieurs commentateurs du mouvement, notamment l'étudiant Léo Labarre (<https://lvsl.fr/le-17-novembre-au-dela-des-gilets-jaunes>) et l'historien Xavier Vigna (<http://www.leparisien.fr/economie/gilets-jaunes-ils-inventent-leurs-propres-codes-estime-un-historien-26-11-2018-7954086.php>). Sur les révoltes fiscales et l'économie morale, voir les travaux de Rachel Renault, notamment son livre *La Permanence de l'extraordinaire. Fiscalité, pouvoirs et monde social en Allemagne aux XVIIe-XVIIIe siècles*, Editions de la Sorbonne, 2017.

(10) Edward Palmer Thompson, « The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century », *Past & Present*, n°50, 1971, p. 76-136.

(11) Samuel Hayat, « Une politique en mode mineur. Ordre patronal et ordre communautaire dans les mines du Nord au XIXe siècle », *Politix*, n°120, 2017.

(12) James C. Scott, *The Moral Economy of the Peasant Rebellion & Subsistence in Southeast Asia*, New Haven, Yale University Press, 1977.

(13) Claude Grignon et Jean-Claude Passeron, *Le Savant et le populaire, misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Gallimard Le Seuil, 1989.

(14) Jacques Rancière, *Aux bords du politique*, Paris, Folio, 2004.

(15) <https://manif-est.info/L-appel-des-gilets-jaunes-de-Commercy-853.html>

« D'un seul coup ça pète, ça sort du tube, et c'est impossible de remettre tout ça dedans »

PAR DANIEL MERMET

Le texte ci-dessous est la présentation faite par Daniel Mermet d'un reportage réalisé en décembre par Là-bas si j'y suis¹. Un texte « piquant » qui nous a particulièrement plu, et qui conserve toute son actualité au regard de l'évolution de la situation.

Entre 10 heures du matin et 21 heures, 10 000 grenades ont été tirées dans Paris ce samedi 1er décembre. 900 à l'heure, 15 à la minute, une grenade toutes les 4 secondes contre les mauvais Gilets jaunes. Les Gilets jaunes, il y a les bons et il y a les mauvais. Les mauvais, on les appelle des casseurs. Mais qui sont ces casseurs ? Nous en connaissons un. Pas de masque, pas de cagoule, le casseur le plus violent, c'est lui, lui et le petit monde dont il est le fondé de pouvoir. La France est choquée par cette explosion de violence et de vandalisme. Mais ce n'est rien à côté de la violence des riches, à côté de la violence du président des riches.

« LA CANAILLE S'EN EST PRIS AUX BEAUX QUARTIERS »

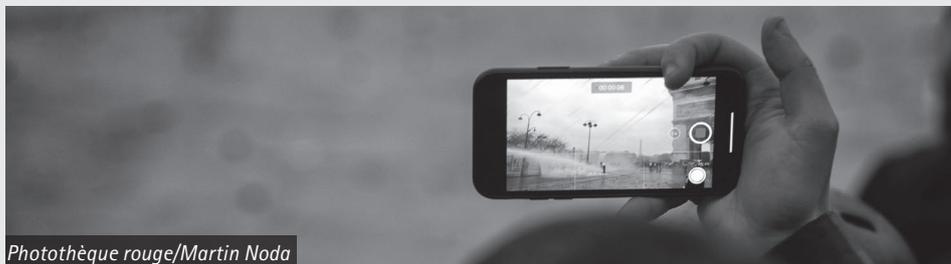
Pas de capuche, pas de lunette de piscine, pas de Gilet jaune, pas besoin de courir, ni de hurler, leur violence ne date pas d'hier. Leur violence est admise, elle est si naturelle qu'on ne la remarque même plus, mais elle détruit beaucoup plus, depuis beaucoup plus longtemps. C'est d'abord cette violence-là que la lutte des Gilets jaunes a mise en évidence. Ce samedi 1er décembre, la canaille s'en est pris aux beaux quartiers, banques, arc de triomphe, prestige, grand luxe, belles autos, grands parfums, hôtels particuliers. C'est mal, c'est très mal, mais ça change un peu de la Bastille et de Clichy-sous-Bois, non ? C'est violent, mais c'est mille fois moins violent que la violence des fauchés de l'avenue Foch et ça ne date pas d'hier.

À la Chambre des députés, en 1906, Jean Jaurès parlait de la violence des riches et de la violence des pauvres : « *Le patronat n'a pas besoin, lui, pour exercer une action violente, de gestes désordonnés et de paroles tumultueuses ! Quelques hommes se rassemblent, à huis clos, dans la sécurité, dans l'intimité d'un conseil d'administration, et à quelques-uns, sans violence, sans gestes désordonnés, sans éclats de voix, comme des diplomates causant autour du tapis vert, ils décident que le salaire raisonnable sera refusé aux ouvriers ; ils décident que les ouvriers qui continuent la lutte seront exclus, seront chassés, seront désignés par des marques imperceptibles, mais connues des autres patrons, à l'universelle vindicte patronale. [...] Ainsi, tandis que l'acte de violence de l'ouvrier apparaît toujours, est toujours défini, toujours aisément frappé, la responsabilité profonde et meurtrière des grands patrons, des grands capitalistes, elle se dérobe, elle s'évanouit dans une sorte d'obscurité.* » Voilà la violence de Macron, voilà à quoi nous nous sommes habitués jusqu'à trouver ça normal, jusqu'à trouver ça inéluctable et naturel.

« LES GILETS JAUNES, C'EST LE RETOUR DE LA POLITIQUE »

Et c'est cette violente inégalité qui soudain est dénoncée, condamnée, combattue, non par des penseurs éclairés, non par des commentateurs de plateaux télé ni par des Youtubers en trottinette engagés, non, mais par le peuple. Oui, ils s'appellent comme ça, les Gilets jaunes, nous sommes le peuple. C'est l'inconscient de la Révolution française

qui parle ? Allez savoir. Ça leur permet surtout d'échapper aux étiquettes politiques. Gauche, droite, Marine, Mélenchon, Macron, vote blanc, abstention, peu importe. On ne s'arrête plus à ça. On nous fait croire que c'est ça la politique, mais ça c'est les élections, les élections, c'est pas de la politique, disons que ça vient après. Les Gilets jaunes, c'est le retour de la politique, la seule, l'essentielle : ce qu'il faut pour vivre. C'est ça la politique, c'est simple. Ce qu'il faut pour vivre, chacun le sait, chacun y a droit. Et quand il ne l'a pas, quand il ne l'a plus, quand il craint de ne plus l'avoir, il pourrit. Ça s'entasse, ça ronge, ça fermente, longtemps, des années. Et soudain, on ne sait pas pourquoi, d'un seul coup ça pète, ça sort du tube, et c'est impossible de remettre tout ça dedans. C'est un suicide ou c'est une révolution. Une révolution, c'est quand ça fait ça en même temps pour des milliers, pour des millions qui se croyaient chacun tout seul à vivre comme ça. Très rare, oui. Un genre de miracle, si vous voulez. C'est avec eux qu'on était samedi, tandis que ça pétait à Paris et un peu partout, Dillah Teibi est allé rencontrer des Gilets jaunes qui tiennent le carrefour à Montabon, dans la Sarthe, vers Le Mans. Tandis que les médias récupèrent et formatent l'événement, et dramatisent jusqu'à la nausée, nous voilà avec eux, avec cette frange de France à l'origine de ce qu'il faut bien appeler donc une révolution. Une révolution qui, c'est sûr, va changer le monde, mais qui les a déjà changés eux, chacun personnellement dans leur vie et dans la solidarité avec les autres grâce à la lutte qui s'invente à chaque instant, chemin faisant, sans grand leader, sans grande organisation, ce qui ne les empêche nullement de rédiger un très judicieux cahier de revendications. Comme disait Mark Twain, « *ils ne savaient pas que c'était impossible, alors ils l'ont fait* ». Une idée qui leur va bien. □



Photothèque rouge/Martin Noda

(1) <https://la-bas.org/la-bas-magazine/reportages/avec-jackie-michele-et-les-autres-au-rond-point-de-montabon>

Manifestation des Gilets jaunes : les éditocrates sont-ils « raisonnables » ?

PAR PAULINE PERRENOT

(AVEC FRÉDÉRIC LEMAIRE ET BRUNO DASTILLUNG)

Depuis le début de la mobilisation des Gilets jaunes, l'observatoire des médias Acrimed jette son regard acerbe sur le traitement médiatique du mouvement. Un dossier y est consacré sur le site d'Acrimed¹ : nous encourageons nos lecteurEs à s'y référer ! Nous publions de larges extraits de l'un des articles du dossier, particulièrement représentatif du ton des éditorialistes à l'égard des Gilets jaunes². Les intertitres sont de notre fait.

CAS D'ÉCOLE SUR LCI

Depuis les dernières manifestations des Gilets jaunes, les éditorialistes sont unanimes : les prochaines manifestations, ainsi que leurs organisateurs, sont « irresponsables ». Le 5 décembre, sur le plateau d'Alain Marschall au « 20h politique » de BFM-TV, les éditorialistes en plateau (Thierry Arnaud, Ruth Elkrief et Laurent Neumann) rendent même par avance les possibles victimes de violences... victimes de leur sort (forcément coupables puisqu'elles avaient été prévenues) et légitimement par avance de potentielles violences policières. Après avoir diffusé « l'appel au calme » de Christophe Castaner, qu'Olivier Marschall reprend à son compte en le rebaptisant « appel à la raison », Laurent Neumann s'insurge : « [Le retard des annonces gouvernementales] déclenche de l'inconscience [...] de la part de ceux qui continuent, malgré ce qui s'est passé le week-end dernier, à appeler à une mobilisation qui a toutes les chances de dégénérer. Et ce n'est pas moi qui le dit avec ma boule de cristal, c'est ce que nous disent tous les responsables policiers que nous rencontrons dans ou hors de cette maison. »

Et Laurent Neumann, qui est particulièrement bien informé puisqu'il est informé par la police, tient à le faire savoir : « Je crois qu'il faut aussi dire la vérité sur le mouvement des gilets jaunes. À la base, ce mouvement est extrêmement sympathique [...] mais il faut dire aussi [qu'il] est travaillé de l'intérieur par une minorité de gens qui souhaitent que cette situation aille au chaos, à une forme d'insurrection, qui conduise elle-même à une forme de renversement du pouvoir et au-delà du système démocratique, de



notre représentation, il faut tout dire dans cette histoire. »

« Tout dire » ou dire toujours la même chose ? Et entre « tout dire » et « tout comprendre », il y a un pas que Laurent Neumann... ne franchit pas : « Un certain nombre de gens qui se prétendent modérés sont incapables sur les plateaux de télévision d'appeler tout simplement au calme. Et quand vous dites à des gilets jaunes dits "modérés", je mets les guillemets, que la manifestation de samedi, au-delà de la mobilisation légitime, présente un danger légal pour les gens, il n'y a pas de réponse en face. La réponse que l'on vous fait c'est : "Le gouvernement n'a pas su y répondre" ou, autre réponse : "La colère est telle qu'il n'est pas illégitime qu'elle se transforme en violence". Voilà ce que l'on entend de la part d'un certain nombre de gens, et il faut le dire, c'est aussi une forme d'irresponsabilité, parce que le risque c'est que, samedi soir, on soit

réunis sur les plateaux de télévision pour compter les blessés et peut-être le nombre de décès. »

Pour l'éditorialiste, la chose est entendue : d'éventuels blessés ou mortés relèveraient nécessairement de la responsabilité des organisateurEs ou des manifestantEs qui n'auraient pas daigné « appeler au calme ». Pas question ici de changer de focale, d'essayer de comprendre la poussée des violences chez les manifestantEs, ou encore d'appeler d'autres responsables – les responsables politiques ou policiers – au calme. Ruth Elkrief corrobore : « On est dans une forme de danger et d'irresponsabilité, y compris des partis d'opposition qui n'appellent pas au calme clairement, et qui n'appellent pas les Gilets jaunes qui peut-être [sont] ivres de ce nouveau pouvoir de prise de parole, ce qu'on peut comprendre ! [...] On voit bien qu'ils peuvent les envoyer ce samedi, à quelque chose qui peut être dramatique. Et ils ne disent rien ! [...] »

Une chose est sûre : l'irresponsabilité est une notion toute relative, que vous soyez manifestantE, policier, responsable politique ou... éditorialiste !

L'ÉDITOCRATIE UNANIME

[...] Ces rappels à l'ordre sont partagés par l'ensemble de l'éditocratie, unanime dans la condamnation des violences des manifestantEs. Ils condamnent également par avance toute nouvelle manifestation et usent de leur tribune pour les délégitimer par avance dans un rappel à l'ordre géné-





ral. Pourquoi ? Sur France Info (« Les Informés », 1er décembre), la rédactrice en chef adjointe au service politique du Parisien nous donnait la réponse. Dans un pays « démocratique », la révolte n'est tout simplement pas légitime : « Une insurrection dans un pays qui n'est pas démocratique, ça peut être tout à fait légitime. Dans un pays comme la France, où en plus on demande aux gilets jaunes d'être reçus et de dialoguer, c'est peut-être différent. »

Dans la matinale d'Europe 1 (3 décembre), Jean-Michel Apathie ne pointe aucune autre « responsabilité » que celle... des Gilets jaunes : « C'est avec une complaisance inouïe, vraiment, jamais observée, qu'on a ce qu'on voit : les dirigeants du mouvement des gilets jaunes appeler encore à une manifestation samedi. Et s'il y a encore des manifestations samedi, il y aura des violences. C'est une irresponsabilité totale qui est en train de s'installer avec une complaisance coupable. On ne doit jamais dans une démocratie être complaisant avec la violence. »

Le même jour, dans la matinale de France Inter, Léa Salamé se fait la porte-parole des forces de police face à Olivier Besancenot. Alors que ce dernier appelle à une grève en plus des mobilisations du samedi 8 décembre, elle manque de s'étouffer : « Mais vous avez entendu la police ? Les syndicats de policiers disent "On est épuisés, on est à bout, on a peur du quatrième acte !" Est-ce que vous l'entendez ça aussi ? »

Sur RTL, face à Laurent Nuñez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Intérieur, Yves Calvi incite à davantage de répression après s'être inquiété de la santé... des monuments historiques : « Est-ce que les monuments historiques ont besoin aujourd'hui d'être protégés dans notre pays ? » On espère que les monuments tiendront le choc ce samedi. Et Calvi de poursuivre : « Est-ce qu'il faut être aujourd'hui plus ferme voire plus violent de la part des forces de police ? [...] Peut-être qu'il faut que vous préveniez les éventuels manifestants que vous allez être plus ferme dans les réponses que vous allez apporter ou en tout cas initier peut-être le rapport de forces. »

Sur CNews (3 décembre), Jean-Claude Dassié y va lui aussi de son opinion : « Avec ce qu'on a vu et ce qui s'est passé samedi, je n'envisage même pas qu'on ait une nouvelle manifestation comme on dit "officielle" samedi prochain. »

Dans « L'Heure des pros », sur la même chaîne (3 décembre), les éditorialistes sont unanimes. À commencer par Jacques Sé-



guéla, publicitaire, et surtout chroniqueur squatteur patenté de plateaux télévisés : « Il faut interdire la prochaine manifestation à Paris ! Parce que de toute façon, le Premier ministre ne survivra pas à un acte IV, donc il y a gravité. Et je pense que surtout il faut un sursaut républicain. »

Un avis visiblement trop timoré pour Gérard Leclerc, éditorialiste politique de CNews et également sur le plateau, qui enfonce le clou dans un vibrant plaidoyer au retour de l'ordre applaudi par Pascal Praud : - Gérard Leclerc : « Mais moi ce qui m'inquiète beaucoup c'est le rapport à la République, et là je crois qu'on paye aujourd'hui un certain nombre de glissements, de dérives qu'on a vus ces dernières années, et dont on n'a pas vraiment pris la mesure. C'est pas normal que tous les 31 décembre, il y ait des voitures qui soient brûlées dans les banlieues et qu'on dise rien. C'est pas normal que dans des manifestations sociales, des revendications sociales, on aille vandaliser des bureaux, on aille foutre le feu à des péages d'autoroute, on aille casser des bâtiments publics, c'est invraisemblable ! »

- Pascal Praud : « L'État n'a pas montré sa force depuis trente ans ! [...] tout le monde est d'accord avec vous ! »

L'enthousiasme de Pascal Praud ne sera peut-être pas partagé par les nombreuses victimes de violences policières lors des dernières mobilisations sociales [...] et les jeunes des quartiers populaires [...]. Quoi qu'il en soit Gérard Leclerc poursuit :

- G.L. : « Mais hier encore sur un plateau de télévision sur la 2, il y avait une représentante des gilets jaunes qui disait : "Ah mais c'est normal qu'on s'attaque aux forces de police parce que eux-mêmes ils nous gazent, ils nous envoient des gaz lacrymogène". C'est aberrant ! La police c'est la police de la République. Vous ne pouvez pas comme ça... faire un... mettre à égalité des moyens utilisés. Des gilets jaunes qui viennent avec des boules de pétanque pour les envoyer sur les policiers en disant "C'est normal parce que eux ils nous agressent". »

- P.P. : « Sauf Gérard que depuis trente ans ou

quarante ans il y a infusée dans les médias et dans l'opinion cette idée qu'il ne faut rien faire ou rien dire contre les manifestants. »

C'est à se demander sur quelle planète a séjourné Pascal Praud ces 30 dernières années...

L'INÉVITABLE BHL

Dans les colonnes du Point (3 décembre) enfin, l'auguste Bernard-Henri Lévy enjoint aux Gilets jaunes de rentrer dans le rang en faisant appel à leur « responsabilité » dans un éditorial au titre... béhachélien (« Les Gilets jaunes entre l'Histoire de France et ses poubelles ») :

« Il leur appartient d'annoncer un moratoire des manifestations et des blocages ; et ils s'honoreraient, en particulier, de renoncer à ce fameux "acte IV" du mouvement préparé, sur Facebook, dès samedi soir et dont chacun devine qu'il sera plus violent, plus destructeur, plus tragique que les précédents. »

Une étape préalable, puisqu'en réalité les manifestants doivent trouver « l'audace de s'arrêter ». Ou alors connaître le sort terrible auquel le philosophe médiatique les condamne dans une harangue lyrique :

« Ou bien ils ont l'audace de s'arrêter [...]. Ou bien ils n'ont pas cette audace ; ils se suffisent de la joie que procure, semble-t-il, le fait d'être non entendu mais vu à la télé ; ils cèdent à la douce ivresse d'observer tout ce que la "France d'en haut" compte d'éminences et d'experts en opinion venir leur manger dans la main et recueillir leurs savantes leçons "plus douces que le miel" ; pris de vertige nihiliste, ils préfèrent casser que réformer, semer la désolation et le chaos qu'améliorer la vie des humbles et des vulnérables ; et alors, laissant le noir des cagoules assombrir le jaune des gilets, acceptant que la haine, cette passion triste, l'emporte sur la fraternité, ils tomberont du côté obscur de la nuit – ces limbes, ou ces poubelles de l'Histoire. »

Sans doute les mêmes poubelles où finiront les outrances de BHL... □

(1) <https://www.acrimed.org/-Mobilisations-des-gilets-jaunes-2018->

(2) <https://www.acrimed.org/Manifestation-des-gilets-jaunes-les-editocrates>

« Les riches ont sans cesse besoin de légitimer leur fortune, l'arbitraire de leurs richesses et de leur pouvoir »

PAR MONIQUE PINÇON-CHARLOT

Nous publions de larges extraits d'un entretien que la sociologue Monique Pinçon-Charlot avait accordé au magazine Bastamag en 2013¹. Ce texte est d'une actualité brûlante dans un moment où l'on ne parle que de la « violence » des manifestantEs, des Gilets jaunes, des lycéenEs. La sociologue met en lumière ce que représente la violence des riches, celle qui ne se voit pas, qui est feutrée, mais qui marque durablement des générations d'exploités, précarisés, méprisés, licenciés, celles et ceux qui manifestent ou soutiennent les manifestations des Gilets jaunes aujourd'hui.

Qu'est-ce qu'un riche, en France, aujourd'hui ?

Monique Pinçon-Charlot : Près de 10 millions de Français vivent aujourd'hui en-dessous du seuil de pauvreté. Celui-ci est défini très précisément. Mais il n'existe pas de « seuil de richesse ». C'est très relatif, chacun peut trouver que son voisin est riche. Et pour être dans les 10 % les plus riches en France, il suffit que dans un couple chacun gagne 3000 euros.

Nous nous sommes intéressés aux plus riches parmi les riches. Sociologiquement, le terme « riche » est un amalgame. Il mélange des milieux très différents, et regroupe ceux qui sont au top de tous les univers économiques et sociaux : grands patrons, financiers, hommes politiques, propriétaires de journaux, gens de lettres... Mais nous utilisons délibérément ce terme. Car malgré son hétérogénéité, ces « riches » sont une « classe », mobilisée pour la défense de ses intérêts. Et nous voulons aujourd'hui contribuer à créer une contre-offensive dans cette guerre des classes que mènent les riches et qu'ils veulent gagner.

Pourquoi est-il si difficile de définir cette classe ?

La richesse est multidimensionnelle. Bourdieu parlait très justement de capital – économique, culturel, symbolique –, c'est ce qui donne du pouvoir sur les autres. À côté de la richesse économique, il y a la richesse culturelle : c'est le monde des musées, des ventes aux enchères, des collectionneurs, des premières d'opéra... Jean-Jacques Aillaud, président du comité des Arts décoratifs, vient d'être remplacé par un associé-gérant de la banque Lazard. Dans

l'association des amis de l'Opéra, on retrouve Maryvonne Pinault (épouse de François Pinault, 6e fortune de France), Ernest-Antoine Seillière (ancien président du Medef, 37ème fortune de France avec sa famille)...

À cela s'ajoute la richesse sociale, le « portefeuille » de relations sociales que l'on peut mobiliser. C'est ce qui se passe dans les cercles, les clubs, les rallyes pour les jeunes. Cette sociabilité mondaine est une sociabilité de tous les instants : déjeuners, cocktails, vernissages, premières d'opéra. C'est un véritable travail social, qui explique la solidarité de classe. La quatrième forme est la richesse symbolique, qui vient symboliser toutes les autres. Cela peut être le patronyme familial : si vous vous appelez Rothschild, vous n'avez pas besoin d'en dire davantage... Cela peut être aussi votre château classé monument historique, ou votre élégance de classe.

Il existe aussi une grande disparité entre les très riches...

Bernard Arnault, propriétaire du groupe de luxe LVMH, est en tête du palmarès des grandes fortunes professionnelles de France, publié chaque année par la revue *Challenges*. Il possède 370 fois la fortune du 500e de ce classement. Et le 501ème est encore très riche ! Comparez : le SMIC à 1120 euros, le revenu médian à 1600 euros, les bons salaires autour de 3000 euros, et même si on inclut les salaires allant jusque 10 000 euros, on est toujours dans un rapport de 1 à 10 entre ces bas et hauts salaires. Par comparaison, la fortune des plus riches est un puits sans fond, un iceberg dont on ne peut pas imaginer l'étendue.

Malgré l'hétérogénéité de cette classe sociale, les « riches » forment, selon vous, un cercle très restreint.

On trouve partout les mêmes personnes dans une consanguinité tout à fait extraordinaire. Le CAC 40 est plus qu'un indice boursier, c'est un espace social. Seules 445 personnes font partie des conseils d'administration des entreprises du CAC 40. Et 98 d'entre elles détiennent au total 43 % des droits de vote ! Dans le conseil d'administration de GDF Suez, dont l'État français possède 36 % du capital, il y a des représentants des salariés. Ceux-ci peuvent être présents dans divers comités ou commissions, sauf dans le comité des rémunérations. Cela leur est interdit. Qui décide des rémunérations de Gérard Mestrallet, le PDG ? Jean-Louis Beffa, président de Saint-Gobain, notamment. C'est l'entre-soi oligarchique.

Cela semble si éloigné qu'on peut avoir l'impression que ces riches vivent dans un monde parallèle, sans impact sur notre vie quotidienne. Vous parlez à propos des riches de « vrais casseurs ». Quel impact ont-ils sur nos vies ?

Avec la financiarisation de l'économie, les entreprises sont devenues des marchandises qui peuvent se vendre, s'acheter, avec des actionnaires qui exigent toujours plus de dividendes. Selon l'Insee, les entreprises industrielles (non financières) ont versé 196 milliards d'euros de dividendes en 2007 contre 40 milliards en 1993. Vous imaginez à quel niveau nous devons être sept ans

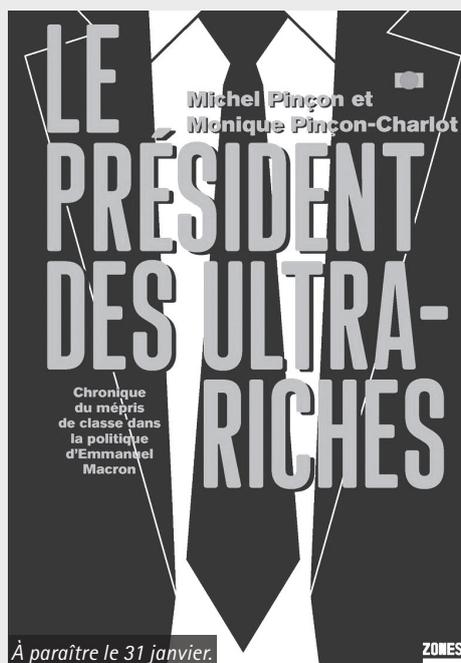




plus tard ! Notre livre *La Violence des riches* s'ouvre sur une région particulièrement frappée des Ardennes, avec l'histoire d'une entreprise de métallurgie, qui était le numéro un mondial des pôles d'alternateur pour automobiles (les usines Thomé-Génot). Une petite entreprise familiale avec 400 salariés, à qui les banques ont arrêté de prêter de l'argent, du jour au lendemain, et demandé des remboursements, parce que cette PME refusait de s'ouvrir à des fonds d'investissement. L'entreprise a été placée en redressement judiciaire. Un fonds de pension l'a récupérée pour un euro symbolique, et, en deux ans, a pillé tous les savoir-faire, tous les actifs immobiliers, puis fermé le site. 400 ouvriers se sont retrouvés au chômage. C'est un exemple parmi tant d'autres ! Si vous vous promenez dans les Ardennes aujourd'hui, c'est un décor de mort. Il n'y a que des friches industrielles, qui disent chaque jour aux ouvriers : « Vous êtes hors-jeu, vous n'êtes plus rien. On ne va même pas prendre la peine de démolir vos usines, pour faire des parcs de loisirs pour vos enfants, ou pour planter des arbres, pour que vous ayez une fin de vie heureuse. Vous allez crever. »

Comment s'exerce aujourd'hui ce que vous nommez « la violence des riches » ? C'est une violence inouïe. Qui brise des vies, qui atteint les gens au plus profond de leur corps, de leur estime, de leur fierté du travail. Être premier dans les pôles d'alternateur pour automobiles, c'est faire un travail de précision, c'est participer à la construction des TGV, à l'une des fiertés françaises. Casser cela est une violence objective, qui n'est ni sournoise ni cachée, mais qui n'est pas relayée comme telle par les politiques, par les médias, par ces chiens de garde qui instillent le néolibéralisme dans les cerveaux des Français. Pour que ceux-ci acceptent que les intérêts spécifiques des oligarques, des dominants, des riches, deviennent l'intérêt général.

Comment cette violence objective se transforme-t-elle en assujettissement ? C'est une forme d'esclavage dans la liberté. Chacun est persuadé qu'il est libre d'organiser son destin, d'acheter tel téléphone portable, d'emprunter à la banque pendant 30 ans pour s'acheter un petit appartement, de regarder n'importe quelle émission stupide à la télévision. Nous essayons de montrer à quel système totalitaire cette violence aboutit. Un système totalitaire qui n'apparaît pas comme tel, qui se renouvelle chaque



jour sous le masque de la démocratie et des droits de l'homme. Il est extraordinaire que cette classe, notamment les spéculateurs, ait réussi à faire passer la crise financière de 2008 – une crise financière à l'état pur – pour une crise globale. Leur crise, est devenue la crise. Ce n'est pas une crise, mais une phase de la guerre des classes sans merci qui est menée actuellement par les riches. Et ils demandent au peuple français, par l'intermédiaire de la gauche libérale, de payer. Et quand on dit aux gens : « Ce n'est quand même pas à nous de payer ! », ils répondent : « Ah, mais c'est la crise »...

Pourquoi et comment les classes populaires ont-elles intégré cette domination ? C'est une domination dans les têtes : les gens sont travaillés en profondeur dans leurs représentations du monde. Cela rend le changement difficile, parce qu'on se construit en intériorisant le social. Ce que vous êtes, ce que je suis, est le résultat de multiples intériorisations, qui fait que je sais que j'occupe cette place-là dans la société. Cette intériorisation entraîne une servitude involontaire, aggravée par la phase que nous vivons. Avec le néolibéralisme, une manipulation des esprits, des cerveaux, se met en place via la publicité, via les médias, dont les plus importants appartiennent tous à des patrons du CAC 40.

Sommes-nous prêts à tout accepter ? Jusqu'où peut aller cette domination ? Dans une chocolaterie qu'il possède en Italie, le groupe Nestlé a proposé aux salariés de plus de cinquante ans de diminuer leur temps de travail³, en échange de l'embauche d'un de leurs enfants dans cette même entreprise. C'est une position per-

verse, cruelle. Une incarnation de ce management néolibéral, qui est basé sur le harcèlement, la culpabilisation, la destruction.

Les riches entretiennent une fiction de « surhommes » sans qui il n'y aurait pas de travail en France, estimez-vous. Menacer les riches signifie-t-il menacer l'emploi ?

Cette menace est complètement fallacieuse. Dans la guerre des classes, il y a une guerre psychologique, dont fait partie ce chantage. Mais que les riches s'en aillent ! Ils ne partiront pas avec les bâtiments, les entreprises, les autoroutes, les aéroports... Quand ils disent que l'argent partira avec eux, c'est pareil. L'argent est déjà parti : il est dans les paradis fiscaux ! Cette fiction des surhommes fonctionne à cause de cet assujettissement, totalitaire. Quand on voit le niveau des journaux télévisés, comme celui de David Pujadas, il n'y a pas de réflexion possible. En 10 ans, les faits divers dans les JT ont augmenté de 73 % !

Certains se plaignent d'une stigmatisation des « élites productives ». Les riches ont-ils eux aussi intériorisé ce discours, cette représentation ?

Notre livre s'ouvre sur une citation extraordinaire de Paul Nizan⁴ : « Travaillant pour elle seule, exploitant pour elle seule, massacrant pour elle seule, il est nécessaire [à la bourgeoisie] de faire croire qu'elle travaille, qu'elle exploite, qu'elle massacre pour le bien final de l'humanité. Elle doit faire croire qu'elle est juste. Et elle-même doit le croire. M. Michelin doit faire croire qu'il ne fabrique des pneus que pour donner du travail à des ouvriers qui mourraient sans lui ». C'est pour cela que cette classe est tout le temps mobilisée : les riches ont sans cesse besoin de légitimer leur fortune, l'arbitraire de leurs richesses et de leur pouvoir. Ce n'est pas de tout repos ! Ils sont obligés de se construire en martyrs. Un pervers narcissique, un manipulateur, passe en permanence du statut de bourreau à celui de victime, et y croit lui-même. C'est ce que fait l'oligarchie aujourd'hui, par un renversement du discours économique : les riches seraient menacés par l'avidité d'un peuple dont les coûts (salaires, cotisations...) deviennent insupportables. On stigmatise le peuple, alors que les déficits et la dette sont liés à la baisse des impôts et à l'optimisation fiscale. □

(1) <https://www.bastamag.net/>
Monique-Pinçon-Charlot-La-violence

(2) Chiffres établis par le mensuel Alternatives économiques.

(3) De quarante à trente heures par semaine avec simultanément une baisse de salaire de 25% à 30%.

(4) Paul Nizan, *les Chiens de garde*, 1932.

Maroc : « Le mouvement contre la mine d'Imider dure depuis plus de 40 ans »

PAR OMAR MOUJANE

La mine d'Imider est la mine d'argent la plus riche d'Afrique, avec une production de 240 tonnes d'argent par an. Elle est en activité depuis 1969. Elle détient 740 millions de dollars d'actions. Cette mine, située au sud-est du Maroc, dans une région montagneuse amazighe (la tribu Ayt Atta) de la province du Draa Tafilalet, appartient à la famille royale. À côté de ce trésor, comme le nomment les habitantEs d'Imider, il n'y a pas de services, pas d'eau, pas d'électricité, ni d'infrastructures ou d'équipements à destination des populations, ni emploi. Depuis sept ans, des habitants d'Imider ont bloqué l'alimentation en eau de la mine et occupé la zone alentour. Nous avons rencontré Omar Moujane, militant au sein du Mouvement sur la voie 96 d'Imider, une commune rurale d'environ 4000 habitantEs, distante de 5 kilomètres de la mine, et ex-prisonnier politique. Propos recueillis par Luiza Toscane.

Peux-tu revenir sur l'origine du mouvement contre la mine d'Imider ?

Le mouvement contre la mine d'Imider dure depuis plus de 40 ans ; il y a eu quatre étapes historiques essentielles dans ce mouvement. La première étape était une manifestation contre le forage des puits en 1986 ; la seconde un sit-in de quarante cinq jours, devant la mine et après devant les puits forés en 1986 pour exiger de l'eau, l'emploi, le droit à la santé. Le sit-in a été dispersé par la force. La troisième étape remonte à 2004 : il s'est agi d'un mouvement spontané des femmes qui ont manifesté devant les puits « Tidesa » à Imider pendant plusieurs semaines. Ainsi pendant des années, les habitants ont dénoncé leur marginalisation, mais sans résultat.

Qu'est-ce qui a déclenché l'étape actuelle ?

Il y avait une conscience avant 2011, que tout le monde venait faire un tour à Imider, tournait une vidéo mais que rien ne changeait. Il y avait aussi la conscience des conséquences que la mine, pour travailler, avait foré trois puits qui épuisaient la nappe phréatique, et en retour nous avions la pollution. Les maladies cancéreuses se sont multipliées avec l'infiltration de mercure et de cyanure dans la terre, et partant la nappe phréatique. Et, vers 2011, la mine a voulu passer à la vitesse supérieure, ce qui aurait eu encore plus de conséquences dans une région essentiellement agricole, qui produit surtout du blé. Il y a eu une première manifestation le 1er août 2011. Les étudiants ont protesté contre le refus de la mine de les faire travailler, tel que cela avait pourtant été stipulé dans les accords de 2004. Je vais revenir par la suite sur cet ac-

cord et nos rapports avec les autorités. Le 2 août, les femmes et les jeunes chômeurs sont sorties dans la rue avec les étudiants, spontanément, pour manifester pour l'eau. Et la population les a suivis. Le 16 août, nous avons fait une manifestation pour avertir les autorités et nous avons fermé la vanne d'alimentation en eau pendant cinq heures environ. Au bout de quatre jours, comme nous n'avions aucune réponse à notre mise en demeure, nous avons décidé de fermer complètement la vanne d'alimentation en eau industrielle de la mine et l'occupation illimitée du Mont Albban, où se trouve la vanne, soit à deux kilomètres d'Imider, et cinq de la mine. Accessoirement, je dirais aussi que le permis d'exploitation de la vanne était périmé depuis 2009, donc la mine travaillait dans l'illégalité...

Comment se déroule l'occupation quotidienne du Mont Albban ?

Au début, nous avons commencé avec de petites tentes une occupation quotidienne, dans la fournaise de l'été, et dans le froid glacial de l'hiver. Puis notre mouvement a évolué : il y a des constructions en dur, pour nous abriter, nous approvisionner, une structure spécifique pour les femmes. Il y a un parking, un espace autour du puits consacré à l'agraw, notre assemblée générale et des zones de garde. Sur le plan financier, il s'agit d'un auto-financement auquel s'ajoutent des soutiens extérieurs. Chaque famille cotise à hauteur d'un euro par mois. Nous tenons des assemblées, l'agraw, terme tamazight, qui sont une autre manière de penser les assemblées de nos anciens. L'agraw est notre réappropriation d'une vieille tradition tribale, sauf que dans les nôtres, les femmes – et les enfants les

jours de congé – participent alors que dans la tradition, elles ne participaient pas. Nous avons mis fin au décloisonnement. Les assemblées proposent, décident et mettent en place des commissions (finances, information et communication, sécurité, technique, dialogue, transport, approvisionnement). Nous n'avons que des institutions horizontales, basées sur la démocratie participative, qui est une tradition très ancienne, antérieure à celle de l'État. L'agraw est la base du pouvoir, le centre de décision.

Peux-tu en dire plus sur la participation des femmes au mouvement ?

Pour nous, la question est dépassée. Les femmes sont partie prenante du mouvement et participent aux assemblées générales qui sont les organes de décision. Le rôle des femmes est essentiel quand on veut expliquer la longévité de l'occupation du Mont Albban. Il est arrivé qu'au début il y ait des difficultés dans la prise de parole du fait de la relégation traditionnelle des femmes. Mais aujourd'hui, il n'y pas des hommes et des femmes, mais des militantEs d'Imider et, au niveau de l'action, je vais vous donner un exemple. Depuis sept années, une femme (pas toujours la même, mais à tour de rôle) est chargée de confectionner trente pains quotidiennement et de les apporter au Mont Albban. Soit deux kilomètres par la route et 1600 mètres à gravir. C'est un aspect logistique essentiel.

Quelle a été la réaction des autorités pendant toutes ces années ?



Il y a eu deux volets, le volet répressif, très réel et le volet « promesses », virtuel...

Commençons par la répression !

La répression a jalonné toutes les étapes de la lutte. Dès 1986, il y a eu six arrestations, puis en 1996, vingt et une arrestations suivies de condamnations à des peines d'emprisonnement de deux ans pour six personnes. L'un des prisonniers est mort suite à sa remise en liberté. Il avait été torturé, était tombé malade et est décédé juste après sa libération : c'est Lahcène Osobdane. Il est notre martyr. Il y a eu de la répression dès le début de l'occupation [en 2011], 33 arrestations au total et un traitement sécuritaire global de la question. Des détenus ont été torturés, leurs aveux étaient préfabriqués, on signait une feuille blanche. 2014 a été l'année de la répression à Imider comme dans le reste du Maroc où tout mouvement de contestation a été réprimé. Le dialogue avec les autorités avait pris fin en 2013 – je reviendrai sur ce point. De son côté le ministre de l'Intérieur a déclaré que « la question est réglée, à part quelques dizaines de personnes qui posent encore des problèmes » : il visait notre occupation illimitée. Cette répression a fait émerger une période où les militants d'Imider ont dénoncé les inégalités pour que l'humain puisse vivre. Les arrestations ont entraîné la mise en place d'une commission de suivi de la répression mais nous, les prisonniers, nous ne voulions pas que les militants d'Imider concentrent toute leur énergie sur cette question. Le débat a donc été mené de l'intérieur de la prison par les détenus dont je faisais partie. Nous ne voulions pas accabler le mouvement par notre cause. Nous nous sommes pris en charge nous-mêmes pour laisser le mouvement continuer. Les derniers prisonniers ont été libérés il y a un an (décembre 2017-janvier 2018).

Acceptes-tu de revenir sur ton arrestation et ton incarcération ?

J'ai été arrêté le samedi 1er mars 2014 alors que je me rendais avec neuf militants dont sept femmes au Mont Alban. Notre voiture a été encerclée sans sommation par trois véhicules de la gendarmerie et une voiture d'un élément représentant le ministère de l'Intérieur à Imider. Nous avons été agressés physiquement, gazés, jusqu'à perdre connaissance. Au final, ils n'ont gardé que les trois hommes. Le lendemain, alors qu'il n'y avait eu ni interrogatoire ni procès-verbal, nous avons comparu à Ouarzazate. Je

n'entre pas dans les détails juridiques de l'affaire, ou plutôt des deux affaires, qui ont donné lieu au final à une jonction des affaires. Dans la première j'avais pris deux ans et demi, dans la seconde deux ans. Mais avec la confusion des peines, j'ai été condamné à deux ans et demi d'emprisonnement pour quatorze chefs d'inculpation dont rébellion, vol d'argent [le métal, pas la monnaie, NDLR], agression physique, manifestation interdite et incitation à manifester, constitution d'une bande criminelle, manque de respect envers les forces de gendarmerie, et j'en passe. La maltraitance, cela a consisté en la torture à la gendarmerie et le harcèlement en prison. Notre avocat n'était pas un militant. J'ai été transféré de prison en prison : Ouarzazate, Errachidia, Salé et Meknès, à la fin, quand le pouvoir a ventilé les prisonniers d'Imider, ainsi ils n'étaient plus en contact les uns avec les autres. Les deux militants arrêtés avec moi ont été condamnés à la même peine d'emprisonnement. En prison, j'ai été privé de certains droits, comme les études, et j'ai rencontré des difficultés pour contacter ma famille. Et les détenus d'Imider avaient droit à un traitement spécifique, comme des insultes ciblées, donc il y avait des ordres qui venaient d'en haut. Sans parler des souffrances des nos familles aussi.

Quel impact a eu la répression sur le mouvement ?

Elle a accentué la conscience profonde que la mine fait des bénéfiques et que ces bénéfiques devraient aider la région, or c'est le contraire qui se passe. L'entreprise, au lieu de permettre à la population de profiter des richesses, a fait en sorte que la population soit marginalisée et effacée. Toutes ces conditions réunies ont fait que les habitants n'ont fait que développer une conscience, que ce soit au niveau des revendications ou des méthodes de lutte.

Tu as parlé de vos rapports avec les autorités et de promesses fallacieuses.

Avant de parler des promesses, je vais abor-

der le volet de nos revendications. Nous en avons élaboré toute une série. L'essentiel tourne autour de l'agriculture, de l'eau, de la terre, de l'environnement, la santé, l'emploi, le développement et les infrastructures. Le « dialogue » était à l'initiative des autorités, pas de nous. Ils nous ont conviés, sous la pression du mouvement. Lors de nos quinze rencontres avec les autorités locales : le gouverneur de la province de Tinghir, des responsables de la mine Managem et de la Société Métallurgique d'Imider (SMI, filiale de Managem), nous avons mis plusieurs points à l'ordre du jour. Le 19 novembre 2012, un protocole a été présenté par les autorités. Ces dernières étaient mues par une seule motivation : faire cesser les manifestations. La société allait déboursier 2 millions de centimes pour les transports scolaires et construire 300 mètres pour un canal d'irrigation. 50 postes d'ouvriers seraient à pourvoir et il y avait un projet de ravalement de la Casbah d'Imider, pour en faire un centre d'artisanat local qui a échoué dernièrement. Cet accord a échoué car la population était contre. Ils ont fait une pétition, car ce protocole ne correspondait pas aux revendications, pétition qui a recueilli environ 2000 signatures d'adultes. Il y a eu un accord passé entre les autorités et des personnes choisies par les autorités, qui n'appartenaient pas à la commission de dialogue et que nous n'avions pas mandatées. Depuis décembre 2013, il n'y a plus de dialogue du tout. Le bilan se résume dans une phrase que le roi a dite lui-même dans un discours dernièrement : « *Le projet de développement social au Maroc a complètement échoué* ». Plus concrètement, l'entreprise Managem avait promis plusieurs choses en 2004, dont le fait que les étudiants de la région auraient le droit de travailler un mois dans la mine pendant leurs congés, mais l'entreprise n'a même pas respecté sa promesse, ce qui a poussé les étudiants à manifester. Et si on fait le bilan de ce que l'entreprise nous a apportés en 50 ans, cela se résume à : une salle d'études, un bus scolaire Tinghir-Imider, car il n'y a pas de lycée secondaire à Imider,



DR.

et 150 cartables lors d'une rentrée scolaire. Ni plus, ni moins, après 50 ans d'activité.

Ce mouvement qui fait converger des revendications, sociales, identitaires et environnementales est-il particulier ?

Tous les mouvements sociaux ont des points communs, comme ils en ont aujourd'hui avec les Gilets jaunes. À la racine ? Il y a des problèmes communs comme la spoliation des richesses naturelles, l'exclusion. On interdit aux populations l'accès à leurs richesses. Dans le cas d'Imider, les Amazighs sont marginalisés par l'État arabe central, qui ne les a pas reconnus pendant des années, et il y a la question environnementale. Mais la question de la pollution n'est pas propre à Imider, la terre du Rif a été polluée au gaz moutarde pendant la guerre chimique [menée dans les années 1920 par les colonialistes espagnols et français contre les nationalistes marocains], tout comme à Imider il y a infiltration de matières chimiques dans l'eau et la terre. [...]

Avec le mouvement du Rif nous avons en commun la question de la spoliation des richesses ; notre mouvement est né de la spoliation des richesses minières et de l'eau, celui du Rif de celle des richesses marines ; dans le Rif se posent les mêmes questions sociale et identitaire que nous.

Avez-vous eu des débats, voire des luttes communes avec d'autres mouvements au Maroc ?

En 2011, il y a eu l'émergence du mouvement du 20 février. Ce mouvement a pris contact avec nous, est venu nous rencontrer. Ils voulaient que nous intégrions leur mouvement. Il y a eu un an de dialogue. Au terme des discussions, nous avons refusé d'intégrer le mouvement du 20 février, car le projet de nouvelle constitution n'aborde pas la question de spoliation de la terre et nos revendications vont beaucoup plus loin que les propositions de ce mouvement. Nos attentes ne peuvent pas être diluées dans de simples réformes. Mais nous sommes restés dans la transparence et la franchise avec eux.

Les débats ne sont pas restés circonscrits au mouvement du 20 février. Nous menons des débats ailleurs, avec d'autres luttes et mouvements et à des niveaux divers. La question des prisonniers politiques a été un point commun entre plusieurs foyers de luttes. En janvier 2018, nous avons organisé, en coordination avec le comité de soutien aux détenus du Rif de Casablanca, la caravane *Tilili* (Liberté en Tamazight) avec le *hirak* de Zagora (« manifestations de la soif ») et le mouvement du Rif. À un autre niveau, nous avons des contacts avec des

militants de Zagora, Oulmes et (au Moyen-Atlas) des tribus de Zayan.

Sur la question de la terre, nous avons organisé en avril 2017 une conférence à Imider. Y ont participé les Ouled Sbita de Salé, les Guich de Rabat, et un représentant du Rif et les luttes au sud-est. Au niveau des terres, il était important que nous soyons présents à la réunion de préparation de la marche du 25 novembre. La coordination est née deux semaines avant la marche... mais l'essentiel des revendications a tourné autour du Souss. Et nous rendons visite aux autres secteurs en lutte au Maroc.

Et au niveau international ?

Nous avons entre autres des contacts avec des peuples autochtones des États-Unis d'Amérique. Je me suis rendu dans le bassin minier en Tunisie l'année passée, et j'ai participé à une caravane pour l'environnement qui est passée à Gafsa (bassin minier du phosphate), Jemna (l'oasis occupée où les agriculteurs ont créé une coopérative de dattes) et Gabes, où se pose la question des déchets du phosphogypse. Nous avons faits des communiqués communs avec des populations de Hawaï sur la question de l'eau. Nous avons reçu des visites, notamment de Bretons, dont l'un, un peintre, a laissé des traces palpables (des peintures) à Imider. Et d'autres militants d'Algérie qui combattent contre le gaz de schiste et pour la justice climatique au nord d'Afrique.

Avez-vous tenté une jonction avec les travailleurs de la mine ?

Ils sont contre notre mouvement, car leur syndicat, affilié à la CDT [Confédération démocratique du travail, une des confédérations marocaines], a signé un protocole avec la SMI dont un article dispose que l'emploi est réservé aux fils des ouvriers, lesquels viennent d'ailleurs pour une partie d'entre eux, donc il n'y a aucune place pour l'emploi de la population locale. Les ouvriers eux-mêmes sont atteints de diverses pathologies, selon qu'ils travaillent dans l'extraction ou le traitement. Le 18 novembre 2011, nous avons écrit au syndicat en tant qu'habitants qui respectons leurs acquis, mais en leur expliquant le sens de notre lutte, donc quelques jours avant l'occupation. Je précise que si la CDT de la mine ne nous soutient pas, nous avons par ailleurs reçu le soutien de militants de la CDT, enseignants ou autres.

Quel est le secret de la longévité de votre combat, ou, en d'autres termes, pourquoi le pouvoir a-t-il opté pour une répression perlée et non une répression frontale, du type évacuation ?

Cette mine d'Imider est stratégique pour

l'État. Aucun de ses responsables ne veut répondre aux habitants. Ils ne veulent pas voir fleurir 1000 Imider. Il y a eu un projet de la mine qui n'est pas une mine ordinaire. c'est une mine dans une région marginalisée du sud-est, qui est connue de par ses tribus, les Aït Atta, leur pouvoir économique, politique, leur territoire et leur organisation. Depuis le début de la mine, il y a eu des soulèvements qui contreviennent à l'agenda politique dans la région. Les manifestants ont un discours radical et une organisation sérieuse. Ils ont la force d'être un collectif. Or le discours de ce mouvement est arrivé au moment où le Maroc connaissait une crise, la même crise qu'au niveau régional. Le Mont Albban est loin de tout, desservi par la RN 10. Nos luttes sont pacifiques. Le pouvoir a dû être souple avec les habitants, d'autant qu'il avait d'autres problèmes, partout en même temps. Il s'est acharné sur le mouvement de 2011 et n'a pas donné trop d'importance à Imider, il s'est contenté de le regarder de loin au début. Les arrestations étaient là pour nous signifier que nous étions sous contrôle. Et en dépit des facteurs adverses du type usure du temps, émigration, la contre-politique, le mouvement contrôle tout, y compris physiquement. De notre montagne nous voyons aussi la mine. Les divisions, il n'y en a pas à Imider. Il y a des divergences que tout un chacun est libre d'exprimer, mais le socle d'Imider tient grâce à ses contradictions et au droit à la différence qui s'exprime dans l'*agraw*.

Quel bilan tires-tu de cette longue lutte ?

Sept ans après le début de notre cheminement, il est important de construire une conscience politique, car nous constatons que les générations passent et que la détermination des nouveaux est intacte. La question qui se pose est : « À qui allons-nous adresser nos revendications ? ». D'autre part, la question politique se pose d'autant plus qu'il y a une faillite des organisations traditionnelles (syndicats, partis, associations...) et émergence de mouvements sociaux. Donc la question est celle de l'affrontement d'un mouvement social/politique avec les autorités. Nous devons procéder à une autocritique de notre démarche. Nous n'avons pas construit de rapport de forces, ni d'espoir de construire une force pour l'avenir. Il faut qu'une entité porte les revendications sociales des habitants. Nous vivons le paradoxe d'être sous le seuil de pauvreté face à la plus grande mine d'Afrique, qui est privatisée. En dépit de notre longévité, la conscience politique n'a rien donné : il faudrait que le mouvement social propose soit une alternative politique, soit se pose en tant que force politique. □

Violence patronale, répression syndicale, ça se passe comme ça chez McDonald's !

PAR MARTHE BONIFAY

Perché en haut de la ville, au milieu des « quartiers nord », un McDonald's. Pour les habitantEs, il porte autant de noms que les quartiers qui l'entourent. Il est tour à tour le McDo Saint-Barthélemy, le McDo Sainte-Marthe ou le McDo Picon-Buisserine, des quartiers atteignant parmi les plus hauts taux de chômage du pays. Malgré ses multiples appellations, ce McDo est pourtant unique. Unique comme l'est la lutte de ses salariéEs et de ceux des cinq autres McDonald's faisant partie de la même unité économique et sociale, l'UES MUR (370 salariéEs). C'est l'histoire particulière d'une lutte ouvrière dans les quartiers populaires.

C'est d'abord la lutte de « petits salariéEs », comme ils s'appellent eux-mêmes, contre un géant mondial. Quatrième employeur de la planète, McDonald's réalise une part non négligeable de son chiffre d'affaires en France, c'est-à-dire 5 milliards d'euros, deuxième marché plus profitable derrière les États-Unis, grâce à 80 000 salariéEs surexploités et sous-payés. Premier employeur des jeunes, McDo France et son PDG M. Trabelsi se gargarisent d'employer 80% de leurs salariéEs en CDI. Ce n'est pas difficile à comprendre, la plupart des salariéEs ne tiennent pas longtemps à McDo. Horaires coupés et décalés incompatibles avec une vie de famille, contrats à temps partiel imposé et, de toute façon, la pression est souvent mise aux salariéEs qui s'installeraient trop longtemps dans ce travail pour les faire démissionner. UnE salariéE qui reste, c'est unE salariéE qui risque de trop s'intéresser à ses conditions de travail. C'est justement ce qui s'est passé au sein de l'UESMUR où, en moyenne, les salariéEs sont là depuis 5,7 ans. « *Pour des salariéEs de la métallurgie, c'est peut-être peu, mais pour des salariéEs de McDonald's, c'est énorme* », explique Ralph Blindauer, avocat des salariéEs en lutte. CertainEs travailleurEs sont là depuis 15 ou 20 ans et, au fil du temps, ils et elles ont réclamé des améliorations de leurs conditions de travail. En 2005 leur lutte leur permet d'obtenir un treizième mois, puis, en 2012, une grève s'étend dans les McDonald's de la région. Les salariéEs bloquent une plate-forme d'approvisionnement de 215 restaurants et en paralysent complètement 70. Ainsi, de grèves multiples en blocage de livraisons, ils continuent d'arracher des droits. Beau-

coup trop aux yeux de la multinationale qui n'a aujourd'hui qu'une idée en tête, décapiter ce groupe de salariéEs combattif pour lui reprendre un à un ses acquis sociaux. Un treizième mois dès 12 mois d'ancienneté, une mutuelle payée de 90 à 95% par l'employeur et une prime d'intéressement aux bénéficiaires, c'est trop pour McDo, car, à McDo, venez comme vous êtes, tant que c'est sans syndicat et sans revendications !

UN RESTAURANT DEvenu RELAIS D'UNE ACTION SOCIALE

Ainsi, dès décembre 2017, des bruits courent au sein de l'UES MUR. On parle de fermeture ou de vente mais le franchisé, M. Brochiero, nie en bloc. Les mensonges ne durent pas longtemps, car le 7 mai 2018, il présente un plan unique pour l'avenir des six restaurants. Celui de Saint-Barthélemy sera vendu et transformé en restaurant asiatique halal sous l'égide de la chaîne Hali Food ; les cinq autres seront cédés à M. Abbassi, franchisé de plusieurs McDonald's dans la région marseillaise. M. Abbassi est déjà connu des salariéEs, il a fait sa réputation à coup de management musclé et crapuleux. Au premier coup d'œil, les salariéEs lisent juste dans le projet de revente à Hali Food : il ne s'agit que d'un plan de licenciement grossièrement déguisé. Le projet Hali Food est inéluctablement voué au dépôt de bilan. Pourtant, la direction ne veut rien entendre et rien répondre aux questions légitimes des salariéEs. Pour sauver leur emploi et affirmer leur dignité, les salariéEs du McDo Saint-Barthélemy engagent une lutte qui devient l'incarnation de la solidarité dont ils et elles ont toujours fait preuve. En effet, depuis plusieurs an-

nées, ils et elles ont transformé ce restaurant, affilié à la multinationale la plus emblématique du capitalisme mondialisé, en relais d'une action sociale. Les habitantEs en témoignent. Ici, il n'y a pas de parc pour enfants, le minuscule centre commercial a été fermé, passé 20 h 20, plus un bus en direction du centre-ville, il ne reste comme espace que le terrain de jeux de Ronald McDonald's. Pour faciliter l'intégration des jeunes en sortie de prison, il n'est pas rare d'embaucher pour faciliter la liberté surveillée et écourter l'enfermement carcéral. Quand il faut faire preuve de solidarité pour faire face à des impossibilités de paiement de loyer, c'est dans le restaurant qu'on se retrouve pour collecter de quoi faire face aux coups durs. Chacun se serre les coudes et, au sein même du McDonald's, les salariéEs ont souvent un rôle fondamental dans leur famille. Un tiers des salariéEs font partie de familles monoparentales et assurent parfois le seul salaire de la famille.

PAS DE COURSE À L'HÉGÉMONIE SYNDICALE

Alors, pour sauver leur emploi et l'avenir du restaurant, les salariéEs s'organisent et le quartier rapplique pour exprimer sa solidarité. Ici, pas de course à l'hégémonie syndicale. L'intersyndicale représente toutes celles et tous ceux qui se préoccupent de cet avenir. De la CFDT à Solidaires en passant par FO ou l'UNSA, seule la lutte des salariéEs, syndiqués ou pas, compte. Nous sommes loin des grandes centrales et de leurs directions. On voit le syndicat comme un outil, à utiliser au mieux. Il n'y aura pas une seule fois où l'un d'entre eux cherchera à tirer la couverture à son syndicat. Ainsi,



pendant l'été, on dort parfois dans le McDo, on se douche au jet d'eau dans la cour, le restaurant est bloqué et les salariéEs continuent de ne rien lâcher. En même temps leur avocat conteste le projet de reprise et attaque pour « *escroquerie en bande organisée* ». En effet, le repreneur du restaurant de Saint-Barthélemy et de ses 77 salariéEs, qui doit remplacer le McDo par un fast food asiatique halal, est M. Boulkout. Il est âgé de plus de 70 ans, retraité de sa petite entreprise et déclare 8 500 euros de revenu par an ! L'escroquerie est si mal déguisée que la justice donne raison aux salariéEs et interdit la vente pour « *insuffisance grossière des moyens humains, financiers et matériels* ». Elle reconnaît aussi une collusion entre les différents protagonistes de ce plan unique de reprise (les deux franchisés, McDo France, M. Boulkout). Les journaux locaux titrent « Victoire des salariés » et le *New York Times* ne tarde pas à faire sa « Une » à ce sujet. Victoire, c'est vrai : les salariéEs ont fait plier le géant mondial du fast food et leur histoire commence à faire le tour du monde ! Ils tissent maintenant des liens avec les salariéEs de McDo en Europe et se rendent à Londres pour les rencontrer. Ils échangent par visioconférence avec les travailleurEs étatsuniens qui confirment leur volonté d'une solidarité internationale et qui concluent : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » Mais leur victoire ne saurait se contenter de cette décision de justice, car il faut une autre solution pour ce McDo dont le franchisé veut se séparer. Une proposition est faite par M. Abbassi. Mais cette solution est loin d'en être une.

« SOIT IL S'EN VA, SOIT ON VIRE TOUS LES SALARIÉS »

Dans la même veine que le projet Hali Food, M. Abbassi reprend déjà les cinq autres McDo de l'UES MUR pour faire tomber acquis sociaux et syndicalistes ou salariéEs combattifs. En reprenant, en plus, celui de Saint-Barthélemy, il s'attaque à un gros morceau, car c'est dans ce restaurant que travaille Kamel Guémari qui incarne depuis longtemps la combattivité et l'intégrité de ces salariéEs. On lui a proposé, comme à d'autres qui l'ont confirmé, des

sommes astronomiques pour le pousser au départ. Mais 700 000 euros n'achètent pas le combat d'un homme qui se bat pour un monde plus juste, engagé dans son quartier, dans son restaurant et dans l'UES MUR depuis trop longtemps. M. Abbassi et McDo France vont tout faire pour le faire taire, lui et toutes celles et ceux qui se battent. Il ne faudra que quelques semaines pour entendre M. Abbassi l'avouer et menacer : « *Soit il s'en va, soit on vire tous les salariés.* » Et pour couper toute solidarité, pour faire taire tout un chacun, M. Abbassi emploie les moyens qui font sa réputation, ceux des voyous et de la mafia. Depuis le projet de reprise par M. Abbassi, les salariéEs, syndicalistes en tête, font face aux filatures, aux menaces, aux passages à tabac, voire aux menaces à l'arme à feu. Des agents de sécurité apparaissent, parfois plus nombreux que les salariéEs des McDo. On doute parfois des contrats de travail et de l'existence de l'entreprise qui les emploie. Ils vont dans les cuisines et y sèment un climat terrorisant. Des salariéEs témoignent, vont faire attester de leurs blessures à l'hôpital, filment les menaces et les coups, craquent et certainEs finiront par tenter de mettre fin à leurs jours dans leur lieu de travail. Ils et elles ont fait face à tout, tout ce qu'on peut utiliser de pire contre les luttes ouvrières.

Le patron, qui ne parvenait pas éteindre la contestation malgré les coups et les menaces, a même exigé de jeunes salariéEs de son UES qu'il se rassemblent banderoles et mégaphone à la main, pour tenir tête au rassemblement des salariés en lutte de l'UES MUR. À la veille du procès du 18 octobre, M. Abbassi se serait bien arrangé d'une bagarre pour faire croire à la violence de ces salariés issus des quartiers nord. Mais rien n'y fait, rien de dérange la ligne politique et de conduite des salariéEs en lutte. Mégaphone contre mégaphone ils ont inlassablement répété que rien n'était destiné contre les salariéEs, que touTEs faisaient partie de la même classe sociale et que touTEs se devaient d'être camarades ouvriers. Leur ténacité avait trop pris l'habitude de payer. Voilà les barbouzes et les chefs en panique, face à des salariéEs qui, au lieu de se cogner, s'étaient mis à discuter.

INDIFFÉRENCE DES POUVOIRS PUBLICS

Pour les salariéEs de l'UES MUR il n'est pas envisageable de poursuivre ce projet de reprise par un patron-voyou. Ils réclament que la justice annule l'autorisation de cette vente et ils souhaitent un autre repreneur qui ne met personne à la porte, pas même les syndicalistes !

La lutte est dure, car le patron bafoue allègrement les droits les plus élémentaires dans l'indifférence des pouvoirs publics. Pourtant, la défaite n'est pas envisageable. D'abord, parce que les travailleurEs du McDo ont déjà beaucoup gagné à faire perdre un peu le géant McDonald's. Ensuite, parce que cette lutte restera une expérience fondamentale pour des centaines de salariéEs et d'habitanteEs des quartiers nord de Marseille et de la région. Enfin, parce que la lutte est loin d'être terminée. En effet, même si elle connaît ses difficultés, en raison de la longueur du combat et la violence de ses adversaires, elle trouve un autre élan dans le contexte et l'engagement de ses militantEs dans les luttes de la ville et du moment. Ils et elles étaient nombreux à défilé lors des manifestations qui ont suivi le drame des effondrements des immeubles de Noailles et qui ont rassemblé plus de 10 000 MarseillaisEs. Leur engagement y est important, car il est celui de tous les quartiers populaires du centre au nord de la ville. Ainsi, les salariéEs de McDo poursuivent leur indéfectible volonté de construire une convergence des luttes. Avec les travailleurEs des différents McDo de France, ils défilaient devant le siège national au cri de « *Paris, Marseille, même combat !* ». Ils gardent aussi bien en tête que la convergence devra être celle de touTEs les travailleurEs avec ou sans emploi, des grandes industries, des précaires et des quartiers populaires. Ils tissent des liens avec les salariéEs du commerce, les postierEs du 92, des anciens Goodyear, la Confédération paysanne et le Collectif « Justice pour Adama ». Ensemble ils et elles ont rejoint les Gilets jaunes, car le plus important, disent-ils, c'est de se réunir et de se battre tous ensemble. Et ils et elles comptent bien y retourner. À ceux qui pensent que ces groupes rassemblent aussi des racistes, Kamel répond « *On va les convaincre* », parce que c'est en y allant et en luttant ensemble que ces divisions seront dépassées, dans une bataille pour l'intérêt collectif de tous ceux et de toutes celles qui ont intérêt à changer cette société. Parce qu'il est urgent de converger, ils et elles promettent de ne rien lâcher ! □

Le dernier Marx, Communisme en devenir

PAR LAURENT RIPART

Ce petit ouvrage offre une réédition des deux textes majeurs que Marx a consacré à la toute fin de sa vie à l'*obchtchina*, autrement dit à la question de la commune rurale russe. La publication de ces deux sources est précédée par l'article pionnier que Maximilien Rubel, le grand éditeur français de Marx, avait publié en 1957 sur « Marx et l'avenir social de la Russie », et accompagnée de deux études inédites sur la question, dues à Michael Löwy et Pier Paolo Poggio.

LETTRE À NIKOLAÏ MIKHAILOVSKY

Le premier de ces deux textes de Marx est une lettre envoyée en 1877 au grand écrivain populiste russe, Nikolaï Mikhaïlovsky, qui avait publié un article très critique envers Marx, en l'accusant d'avoir soutenu que le passage par le capitalisme constituerait une fatalité universelle à laquelle la Russie ne saurait échapper. Avec un ton cordial, Marx lui expliquait qu'il ne s'agissait là que d'une lecture rapide de ses œuvres et attirait en particulier son attention sur l'analyse de l'accumulation primitive qu'il avait rédigée dans le chapitre XXVI du livre I du *Capital*, pour souligner qu'il y avait bien précisé que son étude historique ne concernait que la seule Europe occidentale. En conséquence, Marx affirmait que la Russie pourrait tout à fait connaître un mode de développement différent, avant de terminer son courrier par des considérations générales d'une importance majeure, puisqu'il y soulignait qu'il serait erroné de considérer son œuvre comme « une théorie historico-philosophique de la marche générale, fatalement imposée à tous les peuples ». Envoyée en 1884, au lendemain de la mort de Marx, par Engels à Vera Zassoulitch, cette lettre écrite originellement en français fut publiée dans la presse populiste en traduction russe à trois reprises entre 1886 et 1902, ce qui montre qu'elle était donc largement connue à la fin du XIXe siècle par les *narodniki* mais aussi par les marxistes russes.

LETTRE À VERA ZASSOULITCH

Le second de ces textes est la lettre envoyée en 1881 par Marx à Vera Zassoulitch, qui était alors l'une des dirigeantes du petit groupe de révolutionnaires russes qui, sous la houlette de Gueorgi Plekhanov, était en train de passer du populisme au marxisme. Vera Zassoulitch avait interrogé Marx sur les propos que tenaient certains de ses disciples russes lorsqu'ils affirmaient que l'*obchtchina* ne constituait qu'une structure historiquement dépassée par le développement des rapports sociaux capitalistes et qu'elle ne pourrait donc constituer le fondement d'une voie russe et rurale vers le socialisme, comme l'avait jadis soutenu Tchernychevski. La réponse de Marx fut encore plus nette que dans sa lettre à Mikhaïlovsky, dans la mesure où il s'y déclarait « convaincu que cette commune est le point d'appui de la régénération sociale en Russie », reprenant ainsi à son compte les positions des *narodniki*.

Cette lettre de Marx à Zassoulitch est toutefois restée largement inconnue, puisqu'elle ne fut retrouvée qu'après la révolution d'Octobre dans les archives de Pavel Axelrod, l'un des principaux dirigeants de la fraction menchevique. Elle fut éditée en 1924 par David Riazanov, avec quatre brouillons préparatoires de Marx qu'il avait retrouvés dans les archives que Laura Lafargue avait laissées à sa mort en 1911. Ces brouillons ont l'intérêt de comporter d'importants développements, qui ne se retrouvent pas dans la lettre à Zassoulitch, ce qui montre que Marx avait originellement eu l'intention d'écrire un long courrier argumenté, avant de renoncer à ce projet, sans doute en raison de la maladie qui commençait alors à l'affaiblir. Leur existence témoigne donc de l'intérêt que Marx avait éprouvé pour la question de l'*obchtchina*, ce qui l'avait d'ailleurs amené dans les années 1870 à apprendre le russe pour pouvoir y travailler. La correspondance suivie qu'il entretint dans ses dernières années avec Nikolaï Danielson, qui

avait traduit en 1872 en russe le livre premier du *Capital*, témoigne aussi de l'importance qu'il accordait désormais à la Russie et de l'intérêt particulier qu'il éprouvait pour la condition de la paysannerie russe, dont les potentialités révolutionnaires lui semblaient réelles.

LE POPULISME RUSSE N'EST PAS UNE ANTIÈSE DU MARXISME

Ces deux textes ont une importance théorique de premier plan. Ils permettent tout d'abord de jeter un autre regard sur la polémique qui opposa dans les années 1890 les populistes aux sociaux-démocrates russes, à propos des potentialités que la paysannerie russe pouvait offrir aux socialistes révolutionnaires russes, en raison de son mode traditionnel de production communautaire. Si Lénine n'a sans doute jamais eu connaissance de la lettre de Marx à Zassoulitch, ce qui l'aurait d'ailleurs sans doute beaucoup ennuyé, il en va autrement pour Zassoulitch et Axelrod, autrement dit pour les principaux dirigeants mencheviks, même s'il est possible qu'ils aient sincèrement oublié un texte qui ne pouvait leur être utile. Ces lettres de Marx montrent en tout cas à quel point il ne faut pas caricaturer les débats entre sociaux-démocrates et populistes. Si l'on a récemment pu relativiser les désaccords entre ces deux groupes, en soulignant en particulier l'influence que les *narodniki* ont pu exercer sur les dirigeants de la social-démocratie russe, il convient aussi de constater, en prenant connaissance de ces deux textes, que le populisme russe ne doit pas être conçu comme une antithèse du marxisme.

Ceci étant, il serait tout à fait erroné d'opposer Marx aux marxistes russes, dans la mesure où l'évolution historique modifiait à l'époque de Lénine les données de l'analyse que Marx avait pu développer dans les années 1870, au lendemain du décret d'émancipation des serfs donné par Alexandre II en 1861. Ainsi, alors qu'en 1882, Engels pouvait encore considérer avec Marx,

dans la préface qu'il avaient rédigée pour la traduction russe du *Manifeste du parti communiste*, que « l'actuelle propriété commune russe peut devenir le point de départ d'une révolution communiste », il était revenu sur ce jugement en considérant, dans les lettres qu'il écrivit entre 1890 et 1894 à Danielson, que le processus de transformation capitaliste de la Russie et d'expropriation paysanne était désormais par trop avancé pour que l'*obchtchina* puisse constituer une forme de propriété sociale d'avenir. Ce jugement d'Engels n'était pas contradictoire avec les écrits de Marx, qui avait souligné dans sa lettre à Mikhailovsky que « si la Russie tend à devenir une nation capitaliste [...], elle en subira les lois implacables ». En d'autres termes, si Marx considérait en 1870 que l'*obchtchina* demeurait encore une formation sociale suffisamment vivante pour ouvrir une voie spécifique vers le socialisme, il pressentait toutefois aussi que la déliquescence de la propriété privée ouverte par les réformes d'Alexandre II pourrait refermer rapidement cette hypothèse. L'empressement des masses rurales à se partager en 1917 les terres des anciennes *obchtchiny* et à développer une conception très individualiste du mot d'ordre « la terre aux paysans » devait effectivement confirmer cette intuition.

UN MARX BIEN PEU OUVRIÉRISTE

Plus fondamentalement, ces textes de Marx offrent une clef de lecture majeure pour toute réflexion sur le matérialisme historique. Ils montrent tout d'abord que la philosophie de l'histoire de Marx se voulait en rupture avec toute forme de déterminisme. Particulièrement intéressant est le parallèle que Marx établit dans sa lettre à Mikhailovsky entre le mouvement des enclosures anglais et l'expropriation de la petite paysannerie romaine à la fin de l'époque républicaine, afin de noter qu'un même processus eut des conséquences divergentes, puisque « les prolétaires romains devinrent non des travailleurs salariés, mais un mob fainéant ». Si Marx fut un « marxiste hérétique », comme s'attache à le souligner dans cet ouvrage Pier Pao-

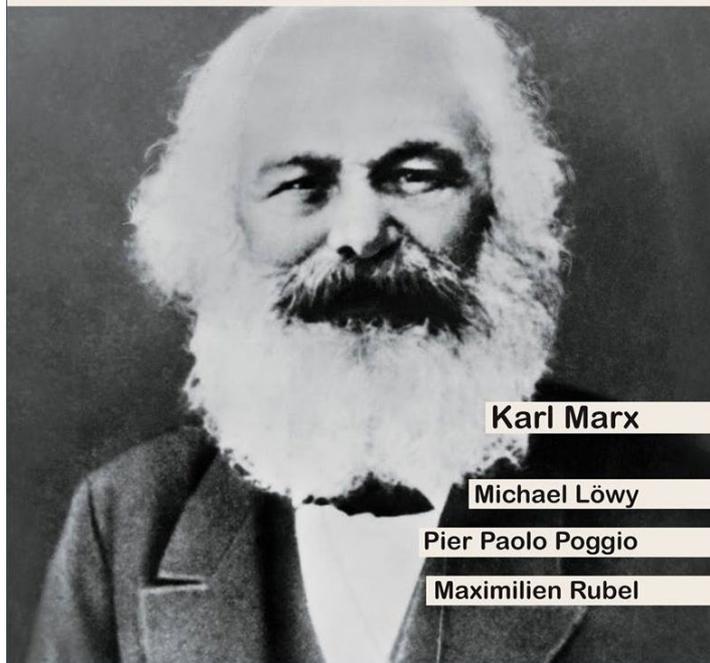
lo Poggio, il fut d'abord et avant tout un « marxiste orthodoxe », au sens que Lukács donnait à cette expression, dans la mesure où le matérialisme qui fondait sa méthode historique reposait sur une analyse de faits concrets et non sur l'énonciation de lois générales dont le supra-historicisme n'aurait constitué qu'un nouvel idéalisme. On notera aussi à quel point ces textes

tère « romantique » de Marx, en soulignant qu'il s'attachait à penser, dans le cas russe comme dans un certain nombre d'autres cas, la construction du socialisme en pensant l'avenir au prisme du passé. Particulièrement emblématique de cette position est l'un des brouillons de sa lettre à Zassoulitch, dans lequel Marx évoque la possibilité d'un « retour de la société moderne à une forme supérieure du type le plus archaïque, la production et l'appropriation collective ». Un tel passage montre à quel point la philosophie de l'histoire de Marx n'était en rien linéaire et pouvait même s'attacher à penser l'histoire en combinant des temps divergents.

Pour se convaincre totalement de ces analyses, il faut sans doute aussi prendre en compte que Marx a été largement victime des illusions romantiques de son époque, qui croyait voir dans les formes communautaires d'occupation du sol le reliquat d'un ancien « communisme primitif ». Cette conception, qui ne constitue en dernière analyse qu'une forme profane du mythe judéo-chrétien du jardin d'Eden, fut particulièrement diffusée dans l'historiographie allemande du XIXe siècle, à laquelle Marx et Engels ont par exemple emprunté l'idée que la « communauté germanique primitive » se serait fondée sur la propriété collective du sol. Aujourd'hui abandonnée par les

historiens, cette conception confondait en réalité les structures communautaires inhérentes à la seigneurie avec un authentique communisme primitif, oubliant que le féodalisme excluait par nature toute véritable forme de propriété paysanne. Sans doute s'agit-il là de la principale limite des conclusions que Marx, prisonnier des conceptions de son époque, a pu tirer de ses travaux sur l'*obchtchina*. Cette erreur théorique n'eut toutefois guère de conséquences pratiques, puisqu'en utilisant la Révolution de 1917 pour se débarrasser des derniers reliquats de ces structures féodales, la paysannerie russe ne s'y est en revanche pas trompé, ce qui lui permit de trancher radicalement et définitivement le débat ouvert par les *narodniki* sur les vertus supposées de l'*obchtchina*. □

LE DERNIER MARX, COMMUNISME EN DEVENIR



Karl Marx

Michael Löwy

Pier Paolo Poggio

Maximilien Rubel



K. Marx, M. Löwy, P. P. Poggio, M. Rubel, *Le dernier Marx, Communisme en devenir*, Paris, Eterotopia, 2018, 80 pages, 12 euros.

révèlent un Marx bien peu ouvriériste, dans la mesure où il n'hésitait pas à faire de la paysannerie le sujet révolutionnaire de la Russie. Cette analyse est conforme aux conceptions sociologiques de Marx, dans la mesure où la défiance dont il pouvait par exemple faire preuve envers la paysannerie française ne provenait pas de sa nature, mais de son rapport à la propriété, qui amenait le monde agricole français, attaché à sa propriété parcellaire, à se défier de tout projet socialiste. Là encore, Marx se révèle un homme pragmatique, s'attachant à rechercher dans l'organisation concrète d'une formation sociale les forces susceptibles de porter un projet socialiste révolutionnaire.

On remarquera aussi la contribution de Michael Löwy qui s'interroge sur le carac-



Carlos Ghosn : il pleut des révélations !

PAR RÉGINE VINON

Bravo le fraudeur ! DR.

Cela fait plusieurs semaines maintenant que Carlos Ghosn, le PDG de l'alliance Renault-Nissan-Mitsubishi est incarcéré au Japon. L'annonce de son arrestation s'est heurtée de plein fouet au démarrage du mouvement des Gilets jaunes. Ce patron indécentement bien payé, expert en licenciements en France et au Japon, venait d'être pris en flagrant délit de dissimulation de quelque 35 millions d'euros au fisc japonais. Et ce n'était qu'un début : ces fraudes fiscales, déjà choquantes de la part de quelqu'un qui touchait 45 000 euros par jour (!), ne seraient que la partie immergée de l'iceberg. Il y aurait aussi un massif détournement de fonds sociaux. Ghosn avait en effet l'habitude de considérer la caisse de Nissan comme la sienne : des millions d'euros se seraient ainsi évaporés, des logements ont été achetés un peu partout dans le monde, son mariage royal au Grand Trianon de Versailles payé sur les deniers de la compagnie, ainsi que des pertes financières personnelles, sans parler des emplois probablement fictifs accordés notamment à sa sœur dans la société. Il aurait également touché 7 millions d'euros de prime en une année, pour avoir assisté à une seule réunion d'une nouvelle structure Nissan-Mitsubishi aux Pays-Bas. Enfin, dernière nouvelle en date en ce début d'année : il n'est plus résident fiscal français depuis 2012, mais hollandais. Juste pour ne pas payer l'ISF, semble-t-il. N'en jetez plus, la coupe déborde !

PATRON-VOYOU OU PATRON ORDINAIRE ?

Cet épisode confirme l'avidité sans limite des super-riches, qui se gavent et n'en ont jamais assez. Tous montent des combines pour échapper à l'impôt car, dans leur monde, il n'y a pas de raison qu'eux paient pour la collectivité. Ils sont les sauveurs et bienfaiteurs de l'humanité, et ce sont aux peuples de leur être reconnaissants. La notion d'abus de biens sociaux leur échappe totalement. Comme l'indique la sociologue Monique Pinçon-Charlot : « Il n'y a rien de surprenant là-dedans, ce type de comportement de prédation est l'ordinaire de l'oligarchie ». Et elle ajoute : « Cette sorte de scandale survient toujours de l'intérieur. C'est la même chose en France : les riches n'arrivent jamais devant un tribunal suite à une traque menée par les services de Bercy, mais à l'issue d'un conflit familial ou à cause d'un lanceur d'alerte ».

Et c'est logique : les services de Bercy sont là pour chercher comment prendre dans la poche des plus petits pour donner aux plus riches. Macron est un orfèvre en la matière : suppression de l'ISF financée par des coups de rabot sur les APL et autres aides, par exemple. Ses deux premiers budgets ont fait des ultra-riches les grands gagnants de la fiscalité. Les 1% des plus riches, selon l'Institut des politiques publiques, ont gagné près de 6% de pouvoir d'achat, alors que les 22% de ménages les plus modestes

ont perdu jusqu'à 1%. Et toutes les déclarations sur le fait de redonner du pouvoir d'achat à la population se heurtent aux chiffres, qui, eux, sont têtus : le revenu d'un salarié payé au SMIC augmentera de 32 euros par mois avec le budget 2018-2019, alors que les 0,1% des plus riches gagneront 86 000 euros en moyenne !

Pour alimenter les super-profits des entreprises Renault-Nissan, et les super-revenus de leur PDG, des milliers de licenciements ont été effectués, diminuant les effectifs de Renault de 37% en seulement dix ans, ainsi qu'un recours massif aux intérimaires, un quasi gel des salaires, et des augmentations de cadences.

On ne peut s'empêcher de penser que le Japon a une tout autre attitude envers ses riches fraudeurs : en France, si la même politique était appliquée, il y en aurait beaucoup qui à l'heure actuelle, dormiraient ou auraient dormi en prison, tel Serge Dassault, qui a fraudé sur des dizaines de millions d'euros, et a terminé sa vie comme sénateur. Ou un Balkany dont on ne compte plus les casseroles, mais qui n'a encore jamais mis un pied dans une cellule. Nissan et Mitsubishi ont dégage rapidement Ghosn de ses fonctions. Chez Renault, rien n'a encore bougé... Et en France, l'effroi des commentateurs est palpable lorsqu'ils décrivent les terribles conditions de détention du PDG, tout surpris qu'il n'y ait pas là-bas, comme en France, des cellules pour VIP ! □